

EVENEMENTS SOCIAUX DANS LA COMMUNAUTE

AD
pat

NOTE D'INFORMATION

IX^e Année

N° 11

Library Copy

L'EVOLUTION SOCIALE DANS LES INDUSTRIES DE LA
C.E.C.A. PENDANT LES MOIS DE MAI, JUIN ET JUILLET
1964

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITE

DIRECTION GENERALE
PROBLEMES DU TRAVAIL, ASSAINISSEMENT ET RECONVERSION

NOTE D'INFORMATION

IX^e Année

N° 11

**L'EVOLUTION SOCIALE DANS LES INDUSTRIES DE LA
C.E.C.A. PENDANT LES MOIS DE MAI, JUIN ET JUILLET
1964**

**COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITE**

**DIRECTION GENERALE
PROBLEMES DU TRAVAIL, ASSAINISSEMENT ET RECONVERSION**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

REPORT OF THE

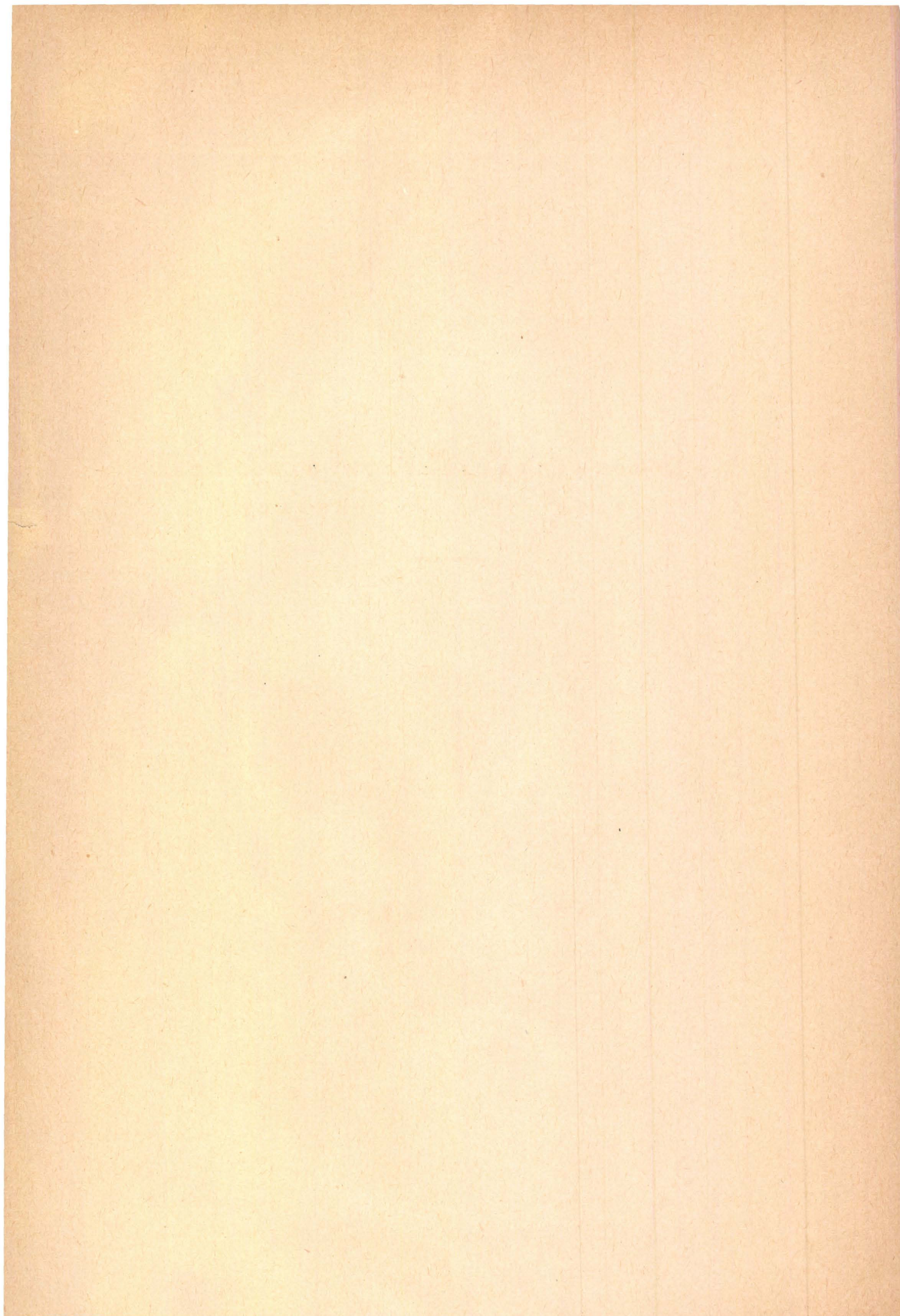
COMMISSION ON THE

STATUS OF THE

PHYSICS DEPARTMENT

COMMISSIONED BY THE

EVENEMENTS SOCIAUX DANS LES
PAYS DE LA COMMUNAUTE



ALLEMAGNE

M A I

Marché de la main-d'oeuvre - Situation en république fédérale d'Allemagne

Dans le cadre de la croissance accélérée et de la reprise conjoncturelle saisonnière de l'économie de la République fédérale, la pénurie de main-d'oeuvre s'est encore accrue en mai. Dans le courant du mois, le nombre d'emplois vacants est passé à 627 100 soit une augmentation de 12 800 postes. A la fin du mois il y avait 53 400 postes vacants de plus que l'année précédente, ce qui représente 9,3 %. Pour 126 700 chômeurs enregistrés, ce qui représente 0,6 % de l'ensemble des salariés, on a enregistré, à la fin de mai 1964, cinq postes vacants par chômeur.

889 308 travailleurs étrangers

Parmi les travailleurs recrutés pendant le mois considéré, on compte 36 904 travailleurs étrangers. Ainsi, le nombre de travailleurs étrangers en République fédérale est passé à 889 308, y compris les 46 336 travailleurs frontaliers faisant une navette quotidienne. Au 1^{er} mai, les demandes de main-d'oeuvre étrangère déposées dans les bureaux de la main-d'oeuvre de la République fédérale concernaient 65 800 travailleurs.

Evolution des effectifs dans les mines de houille

A la fin mai, les charbonnages ouest-allemands occupaient au total 410 155 ouvriers et employés, dont 239 300 ouvriers du fond et 120 406 ouvriers du jour. Par rapport à la fin de 1963, où les effectifs du fond atteignaient 242 082 mineurs, le nombre d'ouvriers du fond a diminué de 2 782 dans les cinq premiers mois de 1964.

D'après les renseignements fournis par le bureau de la main-d'oeuvre du land de Rhénanie-du-nord-Westphalie, cette régression du personnel s'est essentiellement produite pendant les mois d'avril et de mai, période pendant laquelle on a enregistré au total 2 648 départs d'ouvriers du fond. Ce phénomène s'explique essentiellement en raison du départ d'ouvriers étrangers à l'expiration de leur contrat de travail d'un an, du fait des licenciements de mineurs âgés, opérés dans le cadre de la rationalisation, et par suite de la fermeture du siège "Carolinenglück" à Bochum.

8 135 postes d'apprentis-mineurs inoccupés

A la fin mai, le besoin en main-d'oeuvre des charbonnages étaient de 11 854 ouvriers. A la même époque, les commissions allemandes à l'étranger étaient chargées de recruter au total 10 033 ouvriers.

A la fin mai, les charbonnages comptaient 8 135 postes d'apprentis inoccupés, le nombre d'apprentis demandés à la fin mars (fin de l'année scolaire) étant de 9 927. En avril et mai, les charbonnages ont recruté 585 apprentis-mineurs et 1 792 apprentis-ouvriers de métier. En admettant que les jeunes gens sortant de l'école primaire commencent leur vie professionnelle au plus tard en mai, les postes d'apprentis-mineurs encore vacants à la fin du mois resteront inoccupés pendant toute l'année.

Evénements actuels

Comme on l'a déjà annoncé (1), le siège "Carolinenglück" à Bochum, a été fermé le 31 mai. Sur les 1 285 ouvriers et employés encore occupés à la mine à mi-mai, 620 ont accepté d'être mutés aux installations voisines du siège "Graf Moltke", de la "Rheinische-Bergbau A.G." (Wanne-Eikel et Wattenscheid) et de la "Bochumer Verein". 209 ouvriers et employés âgés de plus de 55 ans sont mis à la retraite en vertu d'un plan social (2), 80 travailleurs ont été licenciés pour la fin du mois; 185 autres ouvriers du fond et du jour sont en chômage. 120 ouvriers du fond ont été maintenus en place pour les travaux de désameublement.

(1) Voir Note d'information, IX année, n° 8, p. 4.

(2) idem n° 8, p. 4.

La fermeture du petit siège Micke dans la région d'Essen, intervenue également le 31 mai, a affecté environ 100 mineurs. Deux tiers ont accepté l'offre de mutation au siège Ibbenbüren, faite par la "Preussag".

Salaires et autres conditions de travail

Le samedi 2 mai 1964 a été chômé dans les houillères de la Ruhr, dans le bassin d'Aix-la-Chapelle et à Ibbenbüren. En octobre dernier, les partis à la convention collective avaient décidé, pour 1964, une réduction de la durée du travail d'un jour avec maintien intégral du salaire. Cette réduction de la durée du travail a été fixée de telle manière que le poste du samedi, normalement effectué pour les semaines qui comptent des jours fériés légaux, ne soit pas effectué pour la semaine dans laquelle tombe le 1er mai.

Situation de l'emploi

Les besoins en main-d'oeuvre se sont également accrus en mai. Les commissions allemandes à l'étranger ont reçu de nouveaux ordres de recrutement. Compte tenu des commandes enregistrées, certaines grandes entreprises ont eu recours aux heures supplémentaires pour exploiter pleinement leur capacité. Pour d'autres entreprises, les livraisons ont subi des retards par suite de la pénurie de main-d'oeuvre.

Mouvement des salaires

Dans l'industrie sidérurgique de la Rhénanie-du-nord-Westphalie, les salaires et appointements conventionnels ont été augmentés de 4 % à compter du 1er mai 1964. Ainsi est entrée en vigueur la 2e étape de la convention collective conclue entre les partenaires sociaux et prenant effet le 1er août 1963. La convention peut être dénoncée pour la 1ère fois au 31 janvier 1965 et s'applique à 250 000 travailleurs.

Le 8 mai, les 4 000 ouvriers effectuant le poste du matin de la "Henrichshütte" Hattingen, ont interrompu le travail pendant 3 heures, sans participation ni approbation du syndicat IG Metall. Des arrêts de travail similaires, bien que moins nombreux et moins longs, avaient été enregistrés antérieurement dans les entreprises suivantes : "Stahlwerken Bochum", "Hüttenwerken Siegerland" et "Bochumer Verein".

Conventions de conciliation dans l'industrie métallurgique

La nouvelle convention volontaire de conciliation et d'arbitrage pour l'industrie métallurgique ouest-allemande (1), paraphée le 14 avril 1964, a été signée à Francfort le 12 mai par M. SCHLEYER, vice-président de Gesamt-Metall et par M. O. BRENNER et Mme SALM, respectivement président et membre du bureau du syndicat IG Metall. Devant la presse, M. SCHLEYER a défini cette convention comme étant "la procédure de conciliation la plus vaste et la mieux conçue en République fédérale". La convention est entrée en vigueur le 1er juin 1964.

Rationalisation chez Ruhrstahl

Des mesures de rationalisation dans les secteurs hauts fourneaux et cokerie des Rheinstahlhüttenwerke "Friedrich-Wilhelm-Hütte", Mülheim/Ruhr, ont libéré plus de 350 ouvriers sidérurgistes, dont plus de 200 ont fait l'objet d'une mutation interne. Aux ouvriers âgés de plus de 63 ans, l'entreprise a offert de payer, en cas de départ prématuré et volontaire, une retraite double jusqu'à l'âge donnant normalement droit à la retraite.

Législation, règlements

L'office fédéral de placement et d'assurance-chômage a fait connaître, à la fin du mois, les principes présidant à l'octroi de prêts à la construction pour les ouvriers étrangers.

(1) Texte en annexe (république fédérale d'Allemagne) Note d'information, IXe année, n° 8, page 15.

L'aide accordée par l'office s'élève à 7 500 DM par logement. Le taux d'intérêt est de 2 % et le prêt doit être remboursé en 10 annuités égales. Le prêt est accordé exclusivement aux ouvriers étrangers mariés, pouvant justifier d'au moins 2 années d'activité en République fédérale. L'office libère à cet effet un montant global de 50 millions de DM, avec effet rétroactif au 1er janvier 1964; cette somme permet de compléter le financement de 6 800 logements destinés à des ouvriers étrangers.

J U I N

Evolution des effectifs

La nouvelle régression des effectifs enregistrée depuis le mois de mai s'est poursuivie de façon accrue en juin. Les départs ont été plus nombreux que les recrutements et se chiffrent à 2 400 mineurs, dont 1 600 ouvriers du fond (1).

Durant les six premiers mois de l'année, les effectifs du fond ont diminué de 4 382 pour tomber à 237 700 mineurs; cette évolution s'est également surtout manifestée au cours des derniers mois.

A la fin du mois, le nombre de postes vacants atteignait 11 400, la situation étant ainsi inchangée par rapport au mois précédent. A la même époque, les services allemands à l'étranger étaient chargés de recruter au total 8 909 ouvriers, alors que plus de 1 100 ouvriers étrangers avaient été recrutés dans le courant du mois pour les charbonnages.

Pour un apport net de 163 228 ouvriers étrangers pour la première moitié de l'année, le nombre total d'ouvriers étrangers en République fédérale a atteint 933 005 à la fin de juin.

Législation

Le mandat des comités d'entreprises de la République fédérale sera porté de 2 à 3 ans. C'est ce que prévoit un projet de loi soumis au Bundestag par le parti chrétien-démocrate CDU/CSU et adopté en première lecture, en mai.

(1) Note : La différence mensuelle entre les départs et les recrutements a ainsi presque atteint le niveau élevé de 1962 avec une moyenne mensuelle de 2 490 alors que cette moyenne avait été ramenée à 1 000 au cours du dernier trimestre 1963 et que la situation avait été équilibrée de janvier à avril 1964 avec 29 973 travailleurs recrutés et 24 737 départs (Cf. "Arbeits- und sozialstatistische Mitteilungen", n° 6, juin 1964).

Moyens financiers fédéraux pour le perfectionnement professionnel

Le gouvernement fédéral a approuvé à mi-juin un projet de loi destiné à améliorer le rendement. Ce projet prévoit la mise à disposition des organismes interentreprises de perfectionnement professionnel et pour le perfectionnement professionnel individuel de moyens financiers accrus. La constitution d'un fonds spécial est envisagée grâce à l'apport de fonds dont les autorités fédérales ont bénéficié par suite de la cession au secteur privé des usines Volkswagen. On prévoit un montant global de 560 millions de DM. Ces moyens seront versés au fonds par annuités de 50 millions de DM prélevées sur le budget.

Le gouvernement fédéral a nommé des experts pour l'enquête sociale

Le 3 juin, le chancelier fédéral a notifié leur nomination aux sept membres des commissions d'experts prévues pour l'enquête sociale. L'enquête, que le chancelier fédéral avait annoncée dans sa déclaration gouvernementale d'octobre 1963, porte sur les domaines suivants :

- la péréquation des charges familiales,
- les prestations gouvernementales pour la formation et le perfectionnement professionnels,
- les assurances sociales, assurances-maladies et assurances-pensions, ainsi que les assurances sociales des travailleurs indépendants,
- l'assistance aux victimes de guerre et la péréquation des charges en faveur des réfugiés,
- la construction d'habitations à loyer modéré.

Convention collective pour l'industrie métallurgique

Le bureau central des syndicats patronaux de l'industrie métallurgique et le syndicat IG-Metall ont adopté, le 28 juin, à Erbach, une nouvelle réglementation conventionnelle des salaires et appointements, des horaires de travail, des indemnités de congés payés et de la durée des congés annuels, pour les 3,5 millions de travailleurs de l'industrie métallurgique ouest-allemande.

La convention mentionne en détail les recommandations suivantes faites aux associations parties à la convention collective :

I.

Horaires de travail

- 1) La réduction à 40 heures des horaires réguliers conventionnels prévue par l'accord de Hombourg du 9 juillet 1960 pour le 1er juillet 1965, n'entrera en vigueur que le 1er juillet 1966.
- 2) Dans les cas où les conventions collectives prévoient pour certaines catégories déterminées de travailleurs des horaires réguliers plus longs, ces horaires seront réduits d'une heure un quart à partir du 1er juillet 1966 seulement, et non pas à compter du 1er juillet 1965 (1).

II.

Accord en matière de salaires et de traitements

- 1) Les salaires et appointements conventionnels en vigueur le 30 septembre 1964 en vertu des accords régionaux de salaires et appointements seront augmentés de 6 % à compter du 1er octobre 1964.
- 2) Le 1er janvier 1965, les salaires et appointements conventionnels seront de nouveau augmentés de 2 %; cette augmentation se traduira par une augmentation de 30 % des indemnités de congés payés prévues par les réglementations des congés payés (2).
- 3) Les salaires et appointements conventionnels seront de nouveau augmentés de 3 % à compter du 1er juillet 1965.

-
- (1) Après conclusion de l'accord, M. M. SCHLEYER, président-directeur de l'organisation Gesamtmetall, a déclaré que la renonciation du syndicat IG-Metall à la réduction des horaires prévue pour 1965 constitue, pour les employeurs, le résultat essentiel de la convention. Cette "concession essentielle du syndicat IG-Metall" permet d'éviter le recrutement de 100 000 ouvriers supplémentaires dans l'industrie métallurgique. Le ministre fédéral de l'économie a reconnu, le même jour, que cette partie de l'accord représente "un effort particulier en vue de maintenir la stabilité économique" et constitue "un nouveau pas vers une politique économique adaptée à la situation conjoncturelle".
 - (2) Les 2 % du salaire conventionnel accordés comme indemnité de congés payés représentent une charge de 1,7 % des salaires effectifs. Les indemnités de congés payés versées jusqu'ici à raison de 100 % du salaire ou des appointements passent par conséquent à 130 %. Pour un revenu mensuel de 600 DM et une durée des congés payés de 18 jours, l'indemnité conventionnelle de congés payés est de 10 DM par jour de congé; pour un revenu mensuel de 900 DM et une même durée des congés, cette indemnité est de 15 DM par jour.

III.

Accord en matière de congés

1) Durée des congés payés pour les travailleurs de plus de 18 ans :

a) A partir de l'année 1964

Jusqu'à l'âge de 25 ans révolus, 17 jours de travail

Jusqu'à l'âge de 30 ans révolus, 19 jours de travail

Au-delà de 30 ans révolus, 22 jours de travail

b) A partir de l'année 1967

Jusqu'à l'âge de 25 ans révolus, 18 jours de travail

Jusqu'à l'âge de 30 ans révolus, 21 jours de travail

Au-delà de 30 ans révolus, 24 jours de travail (1).

IV.

Entrée en vigueur et dénonciation

1) Les accords régionaux de salaires et appointements peuvent être dénoncés pour la première fois au 31 décembre 1965, étant entendu que les délais de préavis prévus par les conventions collectives régionales doivent être respectés.

2) Le règlement conforme au chapitre II, chiffre 2, entrera en vigueur le 1er janvier 1965 et pourra être dénoncé pour la première fois au 30 juin 1969, compte tenu d'un délai de préavis de 3 mois, étant entendu qu'une nouvelle réglementation, après cette date, ne pourra être convenue que conjointement avec un nouvel accord de salaires et appointements.

3) Les accords en matière de congés, modifiés conformément à la section III, chiffre 1, pourront être dénoncés pour la première fois au 30 juin 1969, les délais usuels de préavis prévus par les conventions collectives régionales devant être respectés.

(1) En vertu de la loi fédérale régissant les congés payés, la durée légale minimale des congés dans la république fédérale d'Allemagne, à compter du 1er janvier 1963, est de 15 jours de travail et de 18 jours de travail pour les travailleurs âgés de plus de 35 ans.

Relations entre employeurs et travailleurs

Discussion entre la confédération des syndicats
allemands et l'association fédérale des organismes
patronaux allemands

Présidé par M. ROSENBERG et le Dr PAULSEN, un nouvel entretien auquel ont participé des représentants des bureaux de la confédération des syndicats allemands et de l'association fédérale des organismes patronaux allemands, a eu lieu à Hambourg, le 16 juin. Ont été discutés les rapports d'un groupe de travail composé d'experts des deux organisations. Les rapports portaient sur une étude comparative des horaires de travail sur le plan international et sur l'évolution des prix à la consommation dans la république fédérale d'Allemagne en 1963. En comparant les horaires de travail, tout en y englobant les congés payés et les postes chômés dans d'importantes industries de huit pays européens, on a constaté que c'est dans la république fédérale d'Allemagne que les horaires conventionnels sont les plus courts.

Selon les deux organisations, l'étude comparative des horaires de travail correspond certes aux possibilités statistiques actuelles, mais ne fournit que des renseignements d'une valeur limitée. Les deux organisations ont proposé d'améliorer la statistique des horaires de travail en vue d'aboutir à une politique conventionnelle plus apaisée. L'étude est transmise pour avis aux organismes conventionnels des deux organisations. Ces avis feront l'objet d'une nouvelle discussion.

En ce qui concerne le niveau allemand des prix à la consommation en 1963, les deux interlocuteurs ont constaté que la hausse des prix intervenue en 1963 "est attribuable pour plus de 50 % à des décisions politiques". Des baisses de prix possibles auraient été empêchées en partie par des accroissements de coûts ayant des effets différés.

Les employeurs se prononcent en faveur de contacts européens

Dés contacts communs avec les organisations patronales européennes et la connaissance exacte de la politique conventionnelle des divers pays prennent une importance de plus en plus grande pour la politique conjoncturelle internationale et européenne. Cette thèse a été soutenue par les dirigeants des organismes patronaux allemands lors de leur réunion de travail annuelle qui s'est tenue à Berlin, du 6 au 8 juin.

On a constaté par ailleurs que la responsabilité sur le plan de l'économie générale et la stratégie des syndicats incite nécessairement les employeurs à adopter une politique conventionnelle portant sur de vastes zones territoriales et à rejeter les conventions à l'échelon des entreprises. L'application de méthodes scientifiques pour la fixation des salaires prend une importance tout aussi grande que la coordination de la politique salariale. Les deux choses sont nécessaires pour éviter que chaque entreprise agisse à sa guise en matière de politique salariale, ce qui permettrait aux entreprises d'imposer par des moyens détournés une politique salariale axée sur leurs propres intérêts.

Congrès et manifestations européens

"Débat européen" à Recklinghausen

Le "Débat européen" que la confédération des syndicats allemands organise chaque année à l'occasion du festival de la Ruhr a eu lieu à Recklinghausen, du 3 au 5 juin, et a été consacré à "la politique des revenus dans l'économie moderne". Le débat public a été animé par 19 savants et politiciens venus de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Belgique, de Suède, des Etats-Unis et de la République fédérale allemande.

J U I L L E T

Evolution des prix

Selon le "Wirtschaftswissenschaftliches Institut der Gewerkschaften" (Institut de sciences économiques des syndicats), la reprise de l'activité s'est accompagnée d'une hausse sensible des prix industriels à la production. Depuis août 1963, ils ont augmenté chaque mois - sauf en mai 1964 - d'au moins 0,1 % et, de juillet 1963 à juin 1964, le pourcentage d'augmentation s'est établi à plus de 1,3 % portant l'indice de ces prix à 104,7 % (1958 = 100).

En revanche, dans l'évolution du coût de la vie, on note la prédominance de tendances "structurelles" à la hausse des prix qui, de l'avis de l'Institut, "sont dues essentiellement à la politique économique officielle". Il compte parmi les éléments du coût de la vie dont les prix sont ainsi déterminés, les loyers et les produits alimentaires. Depuis le milieu de 1963 jusqu'au milieu de 1964, les prix dans ces deux secteurs ont augmenté respectivement de 6,5 % et de 1,9 %. Dans le même temps, les dépenses relatives à la formation, à l'entretien et aux loisirs ont accusé, avec 3,6 %, un taux d'accroissement supérieur à la moyenne. Pour une famille de travailleur comptant 4 personnes et dont le chef qui en assure seul la subsistance dispose d'un revenu moyen, l'indice du coût de la vie a augmenté, au cours de cette même période, d'environ 2,4 %.

Selon les calculs du "Statistisches Bundesamt" (Office fédéral de la statistique), l'indice du coût de la vie, dans le budget d'une famille de travailleur de 4 personnes, a augmenté de juillet 1963 à juillet 1964 de 3,3 % et s'établit à 115,3 % (1958 = 100). Le ministère fédéral de l'économie attribue principalement ce renchérissement à la hausse des prix agricoles qui ont augmenté de 2,9 % à la production et de 4,3 % à la consommation depuis juillet 1963.

Le "Volkswirtschaftlicher Gesprächskreis" (Cercle d'études économiques) de la Bundesvereinigung der deutschen Arbeitgeberverbände (Union nationale des associations d'employeurs allemands) et du

Deutscher Gewerkschaftsbund (Confédération des syndicats des travailleurs allemands) constatait, dans un commentaire sur l'évolution des prix à la consommation en 1963, publié en commun, que "la hausse des prix à la consommation en 1963 était imputable pour plus de 50 % à des décisions politiques du gouvernement fédéral et de la majorité du Bundestag".

Evolution des salaires, premier semestre 1964.

Faisant suite aux conventions collectives à long terme conclues en 1963 pour des branches importantes du secteur privé et des services publics, de nouvelles conventions ont été passées au cours des six premiers mois de l'année dont n'ont bénéficié, selon les estimations du ministère fédéral du travail, que 2,5 à 3 millions de travailleurs seulement.

Les conventions conclues au premier trimestre comportaient un relèvement moyen des salaires de 6 % conformément aux accords passés en 1963. Celles conclues ou entrées en vigueur au deuxième trimestre comportaient en revanche des augmentations moyennes de salaires de 7 à 10 %.

Durée de validité des conventions collectives

Les conventions conclues au cours des 3 premiers mois de l'année étaient généralement valables pour une période de 15 à 18 mois et restaient ainsi dans la ligne des accords passés l'année précédente (durée 18 à 24 mois). Celles conclues depuis avril ont, dans la majorité des cas, une durée n'excédant pas une année.

De l'avis du ministère, les réductions d'horaires de travail n'ont joué, au premier semestre 1964, qu'un rôle de second ordre. Selon un communiqué ministériel, cette constatation est valable aussi bien pour les réductions de la durée du travail entrées en vigueur au cours des six premiers mois de l'année que pour celles décidées au cours de cette même période.

Evolution des salaires effectifs

Au premier trimestre 1964, les salaires réels par heure de travail effectuée dans l'industrie d'Allemagne occidentale étaient, selon le ministère, de 10,4 % supérieurs à ceux de la période

correspondante de l'année précédente pour un accroissement du rendement estimé à 11 %.

Partant de l'hypothèse qu'en 1964, la productivité dans l'ensemble de l'économie augmentera aussi plus fortement qu'on ne l'avait tout d'abord prévu, le ministère escompte, pour le reste de l'année, un nouveau rapprochement de l'évolution des salaires et de la productivité.

Marché du travail

La persistance de la forte demande de main-d'oeuvre a eu pour résultat de ramener en juillet le nombre des chômeurs à 105 400 (= 0,5 % sur un total d'environ 22 millions de salariés), alors que, pendant le même mois, celui des emplois offerts augmentait de 14 600 pour atteindre le chiffre de 676 500.

Le chiffre total des travailleurs étrangers occupés en République fédérale était en juillet de 933 000, soit 121 800 de plus qu'au milieu de l'année 1963. Le plus important contingent est toujours fourni par l'Italie (287 600 = 30,8 %), suivie par l'Espagne (144 200 = 15,5 %), la Grèce (134 800 = 15,4 %) et la Turquie (69 200 = 7,4 %).

Effectifs des charbonnages

Le nombre des travailleurs occupés dans les charbonnages d'Allemagne occidentale a diminué en juillet de 2 100 unités. Après embauchage de 1 800 nouveaux mineurs, dont 1 000 étrangers, il y avait à la fin de juillet de cette année, selon des données provisoires, 345 400 travailleurs occupés dans les charbonnages, dont 236 600 au fond et 118 800 au jour. Le chiffre des mineurs de fond était donc inférieur de près de 10 000 à celui de juillet 1963.

À la fin du mois considéré, 11 000 emplois au total étaient à pourvoir. 7 400 postes d'apprentis demeuraient en outre inoccupés. Dans les commissions et les bureaux de liaison à l'étranger, on relevait à la fin du mois 7 800 offres d'emploi pour la seule Rhénanie du Nord-Westphalie, 1 565 offres ayant été retirées en raison de perspectives par trop réduites (Italie et Grèce).

Assistance à la main-d'oeuvre étrangère

Répondant à l'invitation du bureau fédéral du DGB (Confédération des syndicats allemands), les dirigeants des organisations syndicales italiennes CISL (Confédération italienne des syndicats de travailleurs) et UIL (Union italienne des travailleurs) adhérant à la Confédération internationale des syndicats libres ont rencontré pour la première fois, le 22 juillet à Düsseldorf, les représentants du DGB pour traiter des questions actuelles d'assistance aux travailleurs italiens en république fédérale d'Allemagne. Ainsi qu'il a été convenu, ces discussions communes seront poursuivies.

Charbonnages

J U I L L E T

Salaires et autres conditions de travail

Dans les bassins de la Ruhr, d'Aix-la-Chapelle et de Basse-Saxe, le salaire moyen conventionnel de l'abatteur ainsi que les rémunérations au temps conventionnelles ont été à nouveau relevés de 0,75 DM à partir du 1er juillet 1964. Cette amélioration avait fait l'objet d'accords dans le cadre des conventions collectives de 1963, qui prévoyaient un relèvement des salaires par étapes, la première se situant au 1er octobre 1963 et la suivante au 1er juillet 1964. L'augmentation accordée sous forme d'un montant fixe de 0,75 DM correspond à un relèvement moyen des salaires de 3 %.

Dénoncations de conventions collectives

Le syndicat des mines (IG Bergbau) a dénoncé les conventions collectives sur les salaires applicables à partir du 1er octobre 1963 et du 1er juillet 1964, dans les régions de la Ruhr, d'Aix-la-Chapelle et de Basse-Saxe.

Le syndicat des mines demande :

- une augmentation de 9 % des salaires et appointements conventionnels;
- un relèvement de l'indemnité de logement du mineur et
- une révision de la hiérarchie des salaires.

Le syndicat des mines invoque à l'appui de sa revendication les modifications profondes intervenues dans la conjoncture économique depuis 1963. Il indique, d'autre part, que les accords conclus dans les industries métallurgique et chimique d'Allemagne occidentale, en remettant en cause la place de la rémunération du mineur au sommet de l'échelle des salaires, permettent d'espérer une amélioration équivalente des revenus des travailleurs des charbonnages.

Le relèvement de l'allocation logement, laquelle est de 1 DM par poste rémunéré depuis mai 1959, se justifie du fait du renchérissement général des loyers y compris ceux des habitations ouvrières intervenu depuis la suppression, en octobre 1963, du contingentement des logements.

Bassin de la Sarre

La convention collective sur le régime des salaires applicable aux travailleurs des mines de la Sarre a été également dénoncée pour le 31 octobre 1964 par le syndicat des mines. La nature, l'importance et le motif des revendications sont les mêmes que ceux indiqués ci-dessus.

Revendications du Christlicher Bergarbeiter-Verband (syndicat des mineurs chrétiens)

Le syndicat des mineurs chrétiens est opposé à une augmentation globale des salaires des mineurs et donne comme raison que ce relèvement ne ferait qu'accentuer la différence entre les salaires les plus hauts et les plus bas.

Le syndicat des mineurs chrétiens demande :

- une augmentation de l'ensemble des rémunérations au temps, de 2,50 DM par poste;
- un relèvement de l'allocation-logement, de 0,25 DM pour chaque personne à charge;
- une majoration de la prime de mineur.

Dans cet ordre d'idées, le syndicat des mineurs chrétiens fait valoir que :

- a) La nouvelle réglementation de l'assurance accidents et la reprise par le régime général des anciennes charges de la classe de prévoyance minière ont allégé, dès 1963, la charge des charbonnages de 279 millions de DM.
- b) La cession au gouvernement fédéral du service des allocations familiales représente, depuis le début de 1964, une nouvelle diminution de la charge des mines de 60 millions de DM par an.
- c) L'institution de la semaine de 5 jours et la réduction des effectifs permettent à l'industrie minière de réaliser d'importantes économies en ce qui concerne les primes à verser.
- d) Les loyers des logements anciens ont été relevés de 50 % et plus.

Selon les mineurs chrétiens, l'augmentation de 2,50 DM des salaires journaliers et le relèvement de l'allocation-logement représenteraient respectivement un surcroît de charge de 250 millions de DM et de 30 - 35 millions de DM. Pour les charbonnages allemands alors que, en prenant pour base la masse des salaires de 1963, une augmentation des salaires de 9 % se traduirait par un surcroît de charge de 278 millions de DM.

Prolongation du délai imparti pour les déclarations de fermeture de mines

Par arrêté du ministère fédéral de l'économie, la date limite pour la déclaration des fermetures de mines, dans le cadre du programme de l'association de rationalisation des charbonnages, a été reportée du 31 août au 31 octobre 1964 (1).

Arrêt de 12 millions de tonnes de capacité

A la mi-juillet dernier, l'association de rationalisation a déclaré devant la presse qu'entre le 15 mai 1952 et le 15 juillet 1964, 12 millions de tonnes de capacité annuelle avaient été arrêtées en République fédérale. Sur ce chiffre, les fermetures décidées après l'entrée en vigueur de la loi sur la rationalisation (1er septembre 1963) représentaient 4 millions de tonnes de capacité, l'arrêt des 8 autres millions de tonnes ayant fait l'objet d'une action antérieure.

Depuis le début de la crise charbonnière en 1957/58 jusqu'en juin 1964, et compte tenu des mesures prises en application de la loi sur la rationalisation, 37 sièges d'extraction représentant une production annuelle (1957) de 17,5 millions de tonnes et occupant 67 000 hommes ont été fermés et 46 mines ont été regroupées en 23 grands sièges d'extraction (voir annexe).

Comme l'a expliqué l'association, les fermetures auxquelles il a été procédé jusqu'ici n'ont pas réduit la capacité de production des charbonnages d'Allemagne occidentale. Il n'est pas question, d'ailleurs de restreindre la production annuelle qui est actuellement de 140 millions de tonnes car, eu égard aux besoins futurs en énergie, l'industrie minière doit s'en tenir à ce chiffre de production. Dans cet ordre d'idées, il a été rappelé que des débats sur l'énergie ont eu lieu au Bundestag en 1962 et 1963, au cours desquels le ministre fédéral de l'économie de l'époque a estimé "souhaitable" un volume annuel de vente de 140 millions de tonnes.

(1) voir annexe, page 28.

Manifestation des syndicats de mineurs des pays de la C.E.C.A. affiliés
à la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres)

Les 3 et 4 juillet dernier, plus de 20 000 mineurs, dont 5 000 étaient venus de France, de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie et du Luxembourg, se sont rassemblés à Dortmund afin de rappeler ostensiblement aux gouvernements nationaux, par cette première manifestation commune des syndicats des mineurs des six pays de la C.E.C.A., affiliés à la C.I.S.L., qu'ils attendaient la mise en application du "Statut européen du mineur", décidée par le Congrès C.I.S.L. de 1958.

Ont pris la parole au cours de cette manifestation :

Heinrich GUTERMUTH, président de la Fédération internationale des mineurs et premier président de l'IG-Bergbau und Energie (syndicat allemand des mines et de l'énergie),

Dino DEL BO, président de la Haute Autorité,

Walter ARENDT, membre du comité directeur du syndicat allemand des mines et de l'énergie,

Robert BALESSE, secrétaire général des syndicats libres de mineurs de Belgique, et

André AUGARD, secrétaire général du syndicat des mineurs force ouvrière (France).

Les Communautés européennes et leurs institutions étaient représentées comme suit :

- la Haute Autorité par M. HELLWIG, membre allemand du collège, MM. VINCK et DEHNEN, directeurs généraux, quelques chefs de cabinet et un certain nombre de hauts fonctionnaires;
- le Parlement européen par M. KAPTEYN, vice-président, Mme Käthe STROBEL, présidente du groupe socialiste, M. Anton STORCH, représentant le groupe démocrate-chrétien;
- les Conseils de ministres, par M. HEINIG;
- le Comité consultatif de la C.E.C.A. par son président, M. de la VALLEE POUSSIN;
- la Commission de la C.E.E., par M. W. DOERR, directeur.

M. Walter HALLSTEIN, président de la Commission de la C.E.E. et M. Jean MONNET, président du comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe, avaient envoyé des télégrammes de sympathie.

Dans son allocution, le président de la Haute Autorité a déclaré que le rassemblement de Dortmund était une manifestation pour "une Europe sociale" et a rappelé que, dès 1956, à Aix-la-Chapelle, un membre de la Haute Autorité, M. Paul FINET, avait préconisé l'adoption d'un statut qui devait assurer à l'ensemble des mineurs de la C.E.C.A. des avantages substantiels concernant leurs conditions de vie et de travail. La Haute Autorité a fait sienne cette suggestion, et le principe posé il y a huit ans par M. FINET garde, aujourd'hui encore, toute sa valeur pour la Haute Autorité.

Le président appuie cette assertion par la présentation d'un rapport sur l'oeuvre accomplie par la Haute Autorité dans le domaine de la réadaptation des travailleurs de la C.E.C.A. et de la reconversion industrielle, de la construction de logements ouvriers et de la recherche concernant la médecine, la sécurité et l'hygiène du travail.

Quant à la position sociale prépondérante revendiquée pour le mineur dans le statut, Walter ARENDT, membre du comité directeur du syndicat allemand des mines et de l'énergie, a expliqué qu'il ne s'agissait pas seulement en l'occurrence d'obtenir un salaire supérieur ou une durée de travail réduite. Il s'agit bien plutôt de donner à la condition sociale du mineur le relief qui convient à sa profession. L'exonération fiscale, par exemple, est un ancien privilège des mineurs. Elle relève donc du domaine de la législation nationale au même titre que l'abaissement de l'âge de la retraite qui figure dans les revendications.

C'est parce que le mineur n'occupe pas dans la hiérarchie sociale la place qui revient à sa profession, a poursuivi Arendt, que les jeunes, précisément capables de rendement, se détournent de la mine. Le manque de jeunes travailleurs constitue le problème numéro un de l'économie minière, et il ne saurait être résolu par le recrutement de main-d'oeuvre étrangère. Du reste, le recours à cette main-d'oeuvre ne constitue qu'un palliatif provisoire étant donné les progrès de l'industrialisation dans les pays méditerranéens. Les bassins charbonniers de la Communauté ont donc besoin d'un personnel indigène permanent, conscient de sa valeur.

R é s o l u t i o n s

Les mineurs rassemblés à Dortmund ont adopté trois résolutions sur la politique énergétique et la politique sociale dans les pays de la C.E.C.A. d'une part, et sur le statut européen du mineur, d'autre part.

La résolution sur la politique énergétique déplore que le protocole du Conseil des ministres du mois d'avril ne contienne que quelques principes, mais aucune mesure concrète (1). En conséquence, la résolution demande que des "engagements précis concernant les objectifs d'une politique énergétique" soient pris et qu'ils réservent à l'industrie charbonnière une place stable dans l'économie en garantissant le maintien de la production à son niveau actuel. La résolution approuve le principe de l'institution d'un système uniforme de subventions, mais précise toutefois que les fonds nécessaires ne doivent pas être seulement versés par les pays charbonniers de la C.E.C.A. et que leur répartition doit être soumise au contrôle de la Communauté.

Pour donner au mineur la position sociale prépondérante qui doit être la sienne, la résolution sur la politique sociale demande que la Haute Autorité continue d'interpréter d'une manière large le traité de Paris et qu'elle intensifie ses efforts en matière de construction de logements pour les mineurs et de réadaptation professionnelle, ainsi que dans les autres secteurs de sa politique sociale.

Les syndicats libres de mineurs attendent du statut européen du mineur qu'il accélère l'harmonisation des conditions de travail, qu'il freine les fluctuations de main-d'oeuvre et améliore la productivité et la sécurité du travail. Pour que le statut du mineur soit mis en application, les exécutifs des syndicats de mineurs ont reçu mandat de "prendre toutes dispositions qu'ils jugeront nécessaires" (2).

Précédant la manifestation même, différentes réunions avaient eu lieu le 3 juillet : celle de l'intersyndicale des mineurs et métallurgistes libres de la C.E.C.A. affiliés à la "Confédération internationale des syndicats libres" (C.I.S.L. - C.E.C.A.), celle des exécutifs des 7 syndicats de mineurs affiliés à la C.I.S.L., ainsi qu'une conférence de presse des présidents et secrétaires généraux des syndicats de mineurs des six pays de la Communauté.

(1) Protocole d'accord des six gouvernements sur une politique commune de l'énergie.

(2) Voir le texte même en annexe II, page 29.

Reconversion industrielle

De tous les Länder de la République fédérale d'Allemagne, le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie est le premier à avoir donné connaissance d'un programme de développement définissant les objectifs de planification régionale pour l'aménagement du territoire. Le programme sert à la fois de cadre pour le futur plan d'action régionale, de directives pour l'ensemble des mesures tendant à l'amélioration des structures, et de base pour l'agrément des plans communaux d'utilisation de la surface disponible.

Le premier plan de développement, élaboré pour le Land de Rhénanie-du-nord-Westphalie en application de la loi de 1962 sur l'aménagement du territoire, intéresse le domaine du Siedlungsverband Ruhrkohlenbezirk (association des cités ouvrières du district minier de la Ruhr). Les 400 communes et associations du bassin ont jusqu'à la fin de l'année pour prendre position.

Le plan sera mis en vigueur par le ministère compétent pour l'aménagement du territoire au cours du deuxième semestre de 1965, et devra obligatoirement être pris pour base des futurs plans directeurs des communes du bassin de la Ruhr. Selon ce plan, il ne doit plus y avoir d'implantations de grosses industries au centre du bassin. Les entreprises devront s'installer de préférence dans le nord du Land, le long du Rhin et de la Lippe.

Peu d'industries en expansion

Selon une analyse de la structure économique du Land effectuée par le ministère de l'économie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le nombre des secteurs d'activité, en stagnation ou en faible expansion, est très supérieur à la moyenne tandis que les industries en plein développement ne sont que peu nombreuses. Près de la moitié (40 %) des arrondissements ruraux présentent, selon l'analyse, une structure reposant sur la mono-industrie, la branche considérée occupant 40 % au minimum de la main-d'oeuvre industrielle.

INDUSTRIE SIDERURGIQUE

J U I L L E T

Problèmes d'actualité

L'emploi toujours croissant de main-d'oeuvre étrangère provenant des pays ne faisant pas partie de la Communauté rend nécessaire un renforcement des mesures prises pour assurer le déroulement normal et l'organisation du travail. Par suite du manque de main-d'oeuvre, les difficultés rencontrées dans l'organisation du travail ont persisté et l'on a enregistré, ici et là, une certaine agitation parmi le personnel des entreprises.

Salaires et prestations accessoires

Les accords conclus le 28 juillet à Reinhartshausen sur l'horaire de travail, la durée des congés, la prime de vacances ainsi que sur les salaires et appointements des travailleurs de l'industrie métallurgique d'Allemagne occidentale ont été confirmés dans les délais, le 13 juillet dernier (voir rapport de juin) par un échange de télégrammes entre l'Union générale des associations d'employeurs de l'industrie métallurgique d'une part et le bureau du Syndicat des travailleurs de la métallurgie (IG Metall) d'autre part.

Selon un calcul de la section économique de ce syndicat, les deux augmentations de salaires, prévues successivement pour le 1-10-1964 (6 %) et le 1-7-1965 (3 %), le supplément de prime de vacances qui va être accordé à partir du 1er janvier 1965 (146,40 DM pour un salaire mensuel moyen de 670 DM) et la prolongation des congés de 1 jour et demi à partir de 1964 représentent globalement une augmentation de salaire de 9,77 % pour la période d'octobre 1964 à décembre 1965.

Les accords sont également applicables dans leur intégralité aux usines sidérurgiques hessoises et rhéno-palatines. En revanche, les travailleurs de la métallurgie sarroise ne bénéficient que des dispositions concernant la durée des congés, la prime de vacances et la durée du travail.

Ainsi que l'a annoncé devant la presse à Francfort Otto BRENNER, président de l'IG Metall, le syndicat va s'efforcer de conclure pour l'ensemble de l'industrie sidérurgique d'Allemagne occidentale une convention comportant des conditions de base analogues.

Lors des prochaines négociations qui se dérouleront au début de 1965, la revendication concernant l'octroi d'une prime de vacances sera donc "obligatoirement" posée.

Les membres du bureau du syndicat français FO de la métallurgie ayant à leur tête le nouveau président, Antoine LAVAL, ont été reçus par le Comité directeur du syndicat allemand IG Metall pour un entretien d'information; ils ont ensuite visité plusieurs usines à Rüsselsheim et Bochum.

MINES DE FER

A la fin du mois de juin dernier, la mine de fer de la Luitpoldhütte AG, d'Amberg, a cessé toute exploitation. La majeure partie du personnel, environ 100 travailleurs, a été reprise, sans perte de salaire, par les services métallurgiques de la Luitpoldhütte. La mine avait été ouverte à l'exploitation il y a plus de 1 000 ans.

Après la fermeture de ses mines Fortuna/Ida et Barbecke, la Barbara Erzbergbau AG a ralenti la production de sa mine du Kahlenberg à Ringsheim/Baden. Depuis avril dernier, la mine a encore livré jusqu'à 30 000 t/mois contre 60 000 t/mois en 1961.

La part en Fe des minerais indigènes allemands dans la charge Thomas des usines sidérurgiques de la Ruhr est tombée, selon les estimations des experts, à 4 % au cours du premier semestre 1964 contre 18 % en 1957.

Législation

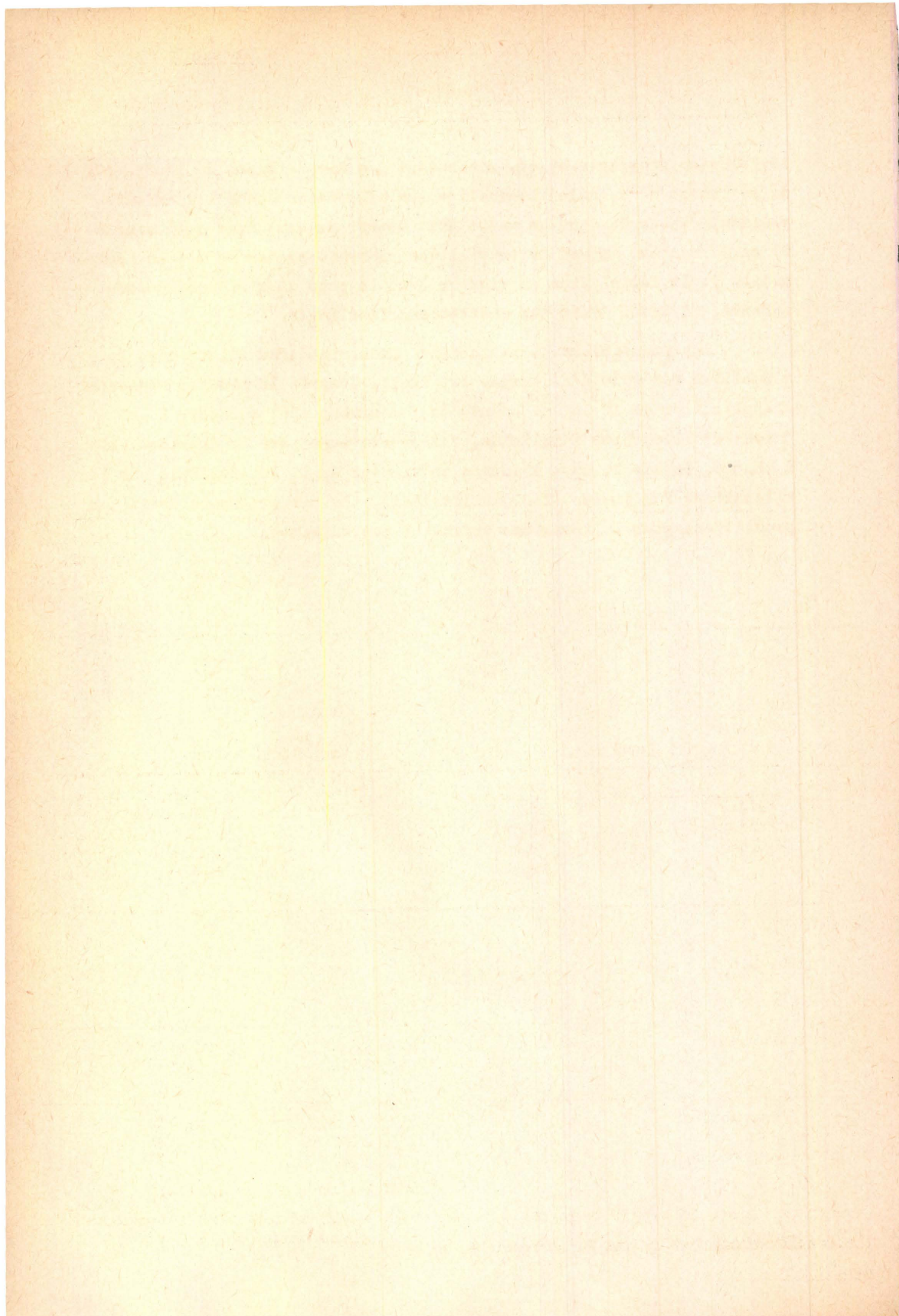
Prestations familiales aux travailleurs frontaliers

La convention sur les prestations familiales aux travailleurs frontaliers, signée à Bonn le 30 décembre 1963 par la république fédérale d'Allemagne et la France, est entrée en vigueur le 1er février 1964.

Aux termes de cette conventions, le ressortissant allemand travaillant dans la zone frontalière française a droit aux allocations familiales et à l'allocation de salaire unique accordées par la

législation française et ce, nonobstant les dispositions de l'art. 40, § 1 du règlement n° 3, selon lesquelles les allocations pour les enfants résidant ou élevés dans un autre Etat membre ne sont dues qu'à concurrence du montant auquel le travailleur pourrait prétendre si, en application de la législation en vigueur dans le pays de résidence de ces enfants, il avait droit aux prestations familiales.

Les frontaliers de nationalité française travaillant dans la république fédérale d'Allemagne ont droit, d'après le premier règlement d'application de la loi allemande du 7 décembre 1961 relative à la Caisse d'allocations familiales, aux prestations pour le deuxième enfant à charge. Depuis la date d'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les allocations familiales (1er juillet 1964), ils ont également droit aux prestations pour le troisième enfant et les suivants.



L'association de rationalisation de l'industrie minière allemande

Aux termes de la loi fédérale du 1-9-1963, l'association de rationalisation des charbonnages allemands est un organisme de droit public, jouissant de l'autonomie administrative. Elle possède un droit de prélèvement parafiscal et dispose d'un volume de crédits de 1,5 milliard de DM. Sur ces fonds, elle accorde des prêts et des garanties pour les mesures de rationalisation, négatives ou positives (fermetures, concentration de plusieurs sièges d'extraction ou construction de centrales électriques et de chaufferies centrales). En outre, pour chaque tonne de capacité de production arrêtée, l'association verse une prime de 25 DM, dont la moitié est prise en charge par le gouvernement fédéral.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions de la loi en cas de fermeture, il faut que les mesures annoncées aient reçu un commencement d'application avant le 31 août 1965 au plus tard - 12 mois après l'entrée en vigueur de la loi. Les déclarations de fermeture sont révocables à tout moment.

RATIONALISATION DANS LES CHARBONNAGES DE LA REPUBLIQUE FEDERALE
(1950 - 1964)

1. Production, effectifs et rendement par poste ainsi que production de courant électrique

Année	Production en millions de t	Effectifs		Rendement homme/poste au fond kg	Production énergie électrique TWh
		Total (sans les employés)	Fond		
1950	125,7	497 700	343 600	1 408	5,9
1956	151,4	542 400	373 300	1 580	13,5
1963	142,1	371 000	248 100	2 521	25,4
juin 1964	71,7	357 600	238 000	2 600	-

2. Concentration des exploitations et progrès de la rationalisation

Période	Nombre des			Chantiers	Production	Avancement	Pourcen-
	sièges d'extrac- tion	cokeries	usines d'agglomérés	d'abat- tage en activité	journalière par chan- tier d'abat- tage	du front de taille par journée d'extrac- tion	tage d'a- battage entière- ment mé- canisé
Début 1957	173	63	25	2 203	200 t	93 cm	13 %
Juin 1964	116	52	19	1 088	438 t	154 cm	65 %

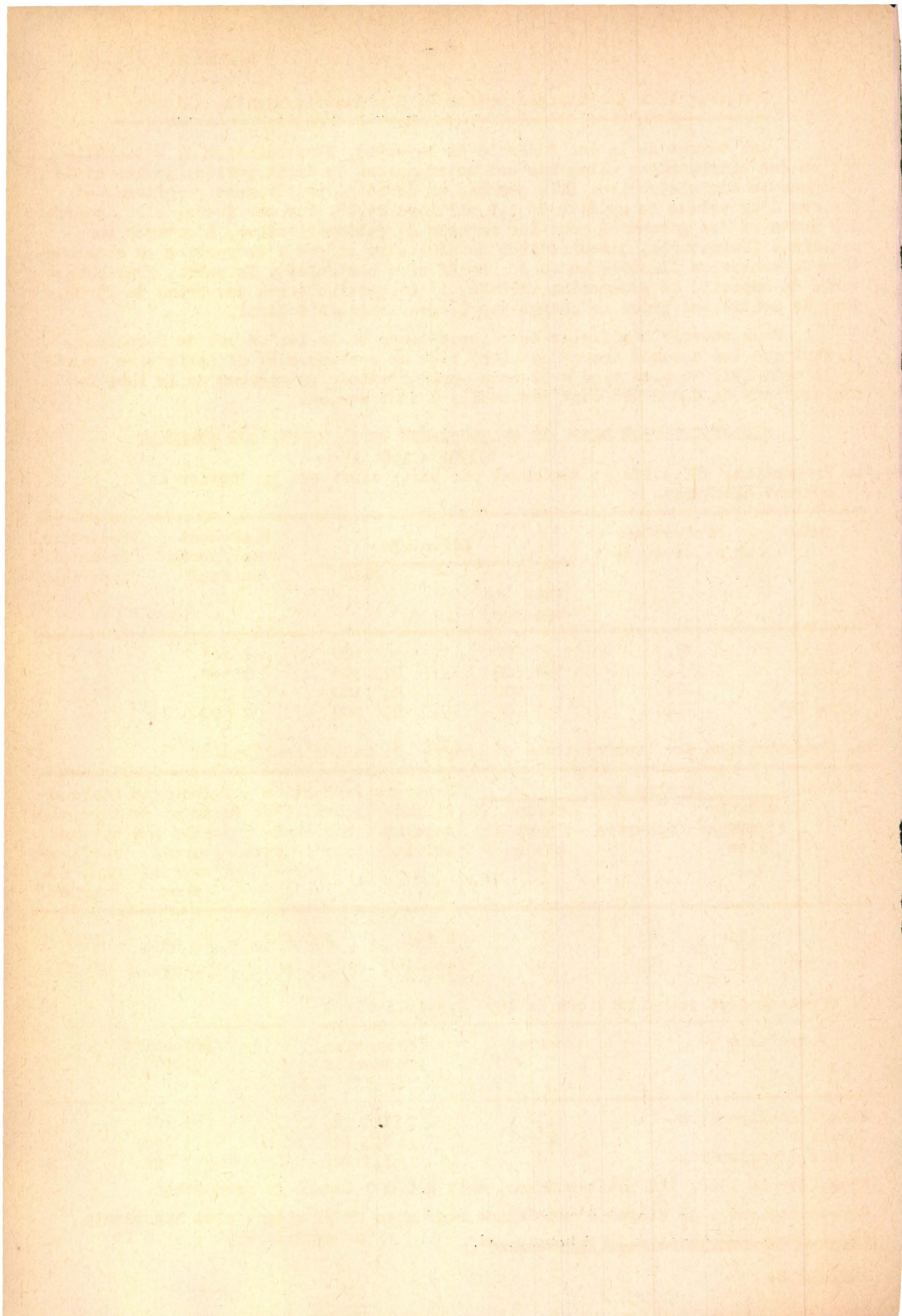
3. Fermetures et concentrations de 1957 à juin 1964

Fermetures :	Nombre	Extraction Production (1957)	Effectifs (1957)
Sièges d'extraction	37	17,4 Mt	69 101
Cokeries	16	6,4 Mt	3 648
Usines d'agglomérés	8	1,2 Mt	236

Plus, depuis 1958, 122 petites mines, soit 830 000 tonnes de production.

Concentrations : 46 sièges d'extraction regroupés en 23 sièges plus importants
(production 1957 : 35,8 Mt)

(Source: "Unternehmensverband Ruhrbergbau".



Manifestation européenne
des syndicats de mineurs des six pays
de la Communauté
Dortmund, le 4 juillet 1964

Résolution sur la politique énergétique des Communautés européennes

Les mineurs des pays de la Communauté européenne s'inquiètent de voir que les progrès marqués jusqu'à présent par le projet d'établissement d'une politique commune de l'énergie sont insignifiants.

Les discussions en cours depuis le mois d'octobre 1957 n'ont abouti jusqu'ici qu'à un protocole d'accord, approuvé par le Conseil des ministres de la C.E.C.A., le 21 avril 1964. Ce protocole ne pose malheureusement que quelques principes pour la politique énergétique commune qu'il convient de rechercher. Par ailleurs, aucune mesure politique concrète d'un effet appréciable n'a été adoptée.

Etant donné l'urgente nécessité de définir une politique énergétique conforme aux intérêts de la Communauté, les Syndicats libres de mineurs des pays de la C.E.C.A. insistent pour que des décisions rapides et claires soient prises. Tout retard porte préjudice à l'industrie charbonnière et à ses travailleurs.

Les mineurs des Communautés européennes :

- réclament des engagements précis en ce qui concerne les objectifs d'une politique énergétique et les mesures à prendre, car ils seront déterminants pour leur avenir professionnel et leur sort social;

- escomptent que la politique coordonnée de l'énergie qui sera arrêtée réservera à l'industrie charbonnière de la Communauté une place stable et garantira le maintien de la production charbonnière à son niveau actuel indépendamment des fluctuations du marché; c'est le seul moyen de parvenir à une exploitation optimum et d'assurer la paix sociale;

- appuient le projet préconisant un système uniforme de subventions pour le charbon, car il serait désastreux de laisser le libre jeu de la concurrence régler seul le marché de l'énergie

Néanmoins, ce système doit être conçu de manière que :

- a) l'octroi des subventions ne conduise pas à une distorsion de la concurrence entre les différents pays de la Communauté européenne et que la charge financière qu'elles impliquent ne soit pas seulement supportée par les pays charbonniers de la Communauté;
- b) la perception et la répartition des fonds soient contrôlées par une institution de la Communauté;
- c) les deniers publics ne soient utilisés qu'à bon escient par les entreprises minières afin d'éviter tout profit différentiel;
- d) les aides soient accordées afin que les mineurs qui accomplissent un travail pénible dans les mines de houille méritant d'être soutenues bénéficient du progrès social au même titre que tous les autres travailleurs.

- rappellent leur déclaration sur la politique énergétique, remise à la Haute Autorité de la C.E.C.A., au mois d'août 1963; et

- invitent tous les responsables à tenir compte de la volonté des mineurs lors de l'établissement d'une politique énergétique coordonnée.

Dortmund, le 4 juillet 1964

Résolution sur la politique sociale

Les mineurs des pays de la Communauté européenne du charbon et de l'acier rappellent avec insistance que le traité de Paris contient l'obligation formelle "de promouvoir l'amélioration des conditions de vie dans les pays de la Communauté".

Les syndicats des mineurs ne comprennent donc pas l'opposition systématique pratiquée actuellement par les gouvernements et le patronat dans le domaine de l'intégration sociale. Par l'application restrictive des articles fondamentaux du traité, on ébranle la confiance des travailleurs dans la construction de l'Europe sociale.

Devant les sérieuses divergences de vues qui se manifestent au sujet de la mise en vigueur d'un statut européen du mineur, les centrales syndicales rappellent avec détermination qu'une intégration économique est inconcevable sans une intégration sociale simultanée.

En conséquence, les syndicats des mineurs européens estiment que le mineur doit occuper une position sociale réellement prépondérante dans les pays de la Communauté.

Il est donc absolument nécessaire :

- que la Haute Autorité intensifie ses efforts dans le domaine social en interprétant d'une manière large le traité de Paris;
- que le Conseil des ministres tienne compte des recommandations de la Haute Autorité et du Parlement européen en matière de politique sociale;
- que les gouvernements nationaux prennent conscience de leurs obligations sociales, définies dans le préambule du traité C.E.C.A.

Les organisations syndicales s'opposeront à toute attaque tendant à remettre en cause les avantages sociaux acquis par le mineur.

Elles insistent notamment pour obtenir :

- l'accélération de la construction de logements pour les mineurs,
- l'établissement d'un vaste programme de réadaptation qui garantisse le mineur contre l'insécurité de l'emploi,
- la priorité pour les problèmes d'hygiène, de médecine et de sécurité du travail,
- la coordination et l'amélioration de la formation professionnelle sur le plan communautaire afin de faciliter la libre circulation des travailleurs,
- la rapide harmonisation de toutes les dispositions en matière de politique sociale.

Les mineurs européens attendent de tous les responsables qu'ils contribuent à la création d'une véritable "Europe sociale".

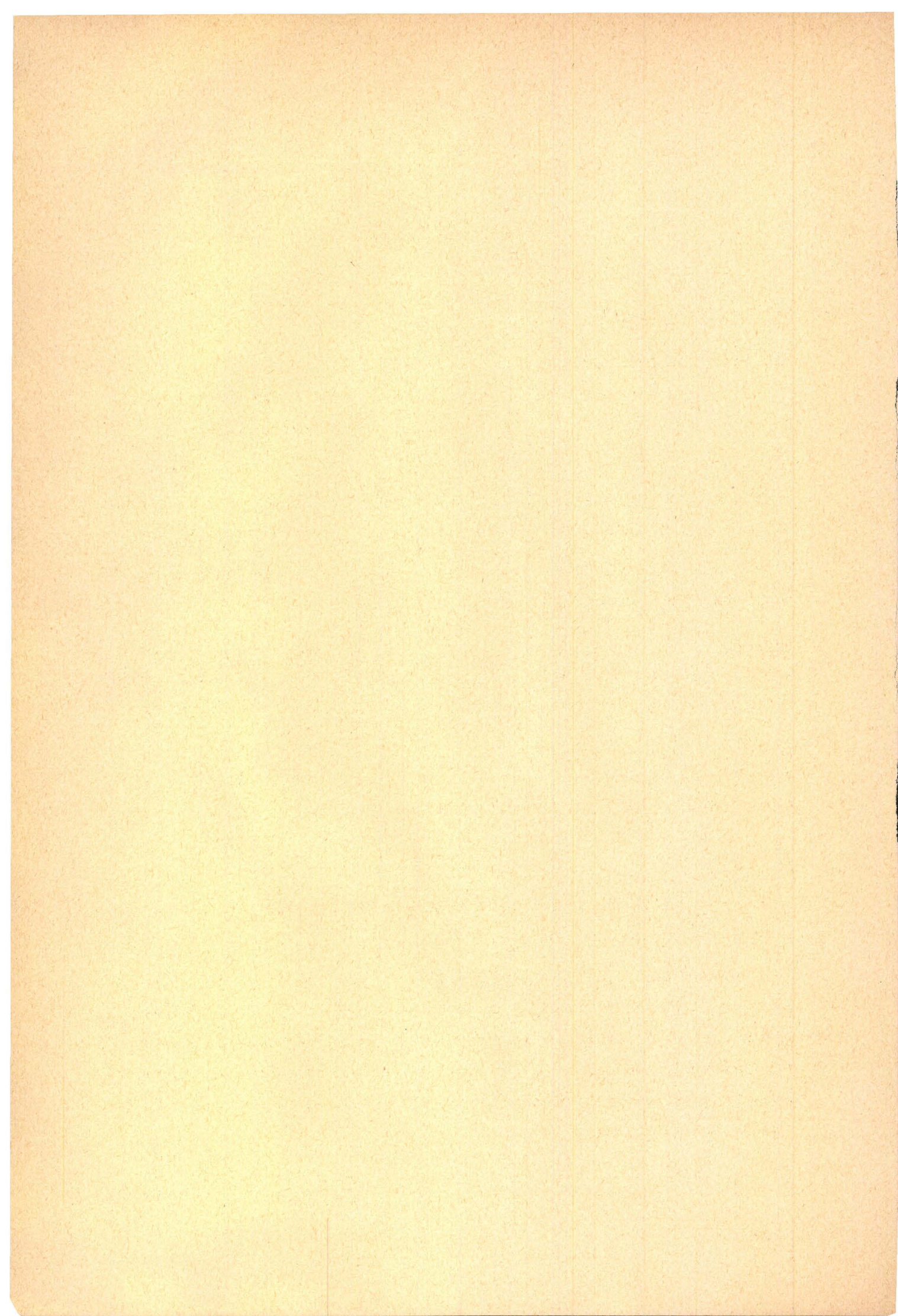
Résolution sur le statut européen du mineur

Les Syndicats libres de mineurs (CISL) de la Communauté, réunis à Dortmund le 4 juillet 1964

- considèrent que le statut européen du mineur constitue un moyen efficace d'améliorer les conditions de travail des mineurs et d'éliminer l'incertitude et le malaise qui règnent actuellement dans l'industrie minière;
- soulignent que les objectifs du traité C.E.C.A. exigent la mise en application de ce statut et répondent aux aspirations légitimes de la classe ouvrière minière;
- sont convaincus que l'application du statut du mineur accélérera l'harmonisation des conditions de travail, freinera considérablement les fluctuations de la main-d'oeuvre et améliorera ainsi la sécurité du travail et la productivité;
- estiment que l'industrie minière ne surmontera ses difficultés que si le patronat s'attache à améliorer les conditions de travail;
- engagent les gouvernements et le patronat à mettre en application le statut européen du mineur afin de résoudre le problème du manque de main-d'oeuvre chronique dans nos mines;
- dénoncent en conséquence l'attitude négative et le manque de clairvoyance des producteurs charbonniers européens et de certains gouvernements;
- enregistrent avec satisfaction les efforts constants accomplis par la Haute Autorité et le Parlement européen pour amener gouvernements, employeurs et salariés à aborder l'examen de la question du statut européen du mineur;
- expriment à nouveau leur mécontentement et leur inquiétude en constatant que ces efforts n'ont encore abouti à aucun résultat par suite de l'opposition systématique des producteurs charbonniers européens appuyés par l'attitude de la majorité des gouvernements;
- chargent les exécutifs des syndicats des mineurs des six pays de prendre toutes les dispositions qu'ils jugent nécessaires pour mettre en application le statut européen du mineur. L'aboutissement de cette revendication est une nécessité sociale aussi bien qu'économique et ne saurait souffrir de retard.



BELGIQUE



Mines de houille

M A I

Problèmes d'actualité

Semaine de 40 heures en cinq jours

Ce nouveau régime de la durée du travail est entré en application le 15 mai 1964; il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1965.

C'est en vertu de la convention collective intervenue le 25 octobre 1963 à la Commission Nationale mixte des mines que deux nouveaux programmes annuels de travail ont été fixés et laissés au choix des travailleurs.

Voici en bref ce que comportent ces deux programmes pour un ouvrier ayant deux semaines de vacances :

Régime A

Travailleurs du fond : 242 jours de 8h.1/4, soit 1 996h.1/2 par an
Travailleurs de la surface : 242 jours de 8h.1/2, soit 2 057h. par an

Régime B

Travailleurs du fond : 250 jours de 8h. soit 2 000 h. par an
Travailleurs de la surface : 250 jours de 8h.1/4, soit 2 062h. par an.

Rémunération

Pour maintenir le niveau de rémunération les salaires en vigueur le 14 mai 1964 ont été majorés de 3 %.

Par ailleurs, et toujours en vertu de la convention du 25 octobre 1963, la "prime de présence" d'un montant journalier de 30,90 frb. dans le régime A et de 30 frb. dans le régime B est incorporée dans la base du calcul du "salaire normal" attribué au titre de salaire hebdomadaire garanti durant une période d'incapacité de travail résultant d'un accident du travail ou sur le chemin du travail.

Salaires et autres conditions de travail

La Commission ad hoc de la Commission nationale mixte des mines n'a pu aboutir à un accord total sur les questions posées relatives à la distribution, la qualité et la quantité de charbon gratuit aux ouvriers malades et accidentés.

Un amendement à la convention du 15 avril 1920 étend aux veuves d'ouvriers tués sur le chemin du travail les avantages accordés en matière aux veuves d'ouvriers tués au travail.

Sidérurgie

Problèmes d'actualité

Les grandes organisations syndicales nationales des travailleurs se sont préoccupées de la hausse continue de l'index des prix de détail qui s'établit à 118,50 pour le mois de mai.

Estimant toutefois que l'action gouvernementale avait freiné délibérément le prix de certains produits - entrant dans la composition de cet index, la F.G.T.B. et le C.S.C. ont refusé de reconnaître les index des prix de détail des mois d'avril et de mai 1964.

Salaires et autres conditions de travail

Convention concernant les petits chômages

Le 6 mai, cette convention entrait en vigueur. Elle venait d'être mise à jour pour tenir compte de l'arrêté royal du 28 août 1963 réglementant cette matière en général. (Voir annexe)

Réunie le 29 mai, une Sous-commission paritaire de la sidérurgie a repris l'étude de la question du statut des jeunes ouvriers sidérurgistes (en particulier le problème relatif au barème de salaires). Cette étude avait été entamée dans le courant de l'année 1963 à la demande des organisations syndicales.

Relations collectives du travail

En date du 15 mai 1964, le Comité national élargi de la Centrale des Métallurgistes de Belgique a désigné MM. G. WALLAERT, R. VANDEPERRE, F. DECOSTER et G. DURIN, respectivement en tant que Secrétaire Général, Secrétaire général-adjoint et Secrétaires nationaux de la Centrale.

Législation

Une loi du 15 avril 1964 (Moniteur Belge du 20.5.1964) vient de modifier les articles 28 quinquies de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail et 17 des lois relatives au contrat d'emploi coordonnées le 20 juillet 1955.

Les dispositions de cette loi visent à étendre la protection légale aux travailleurs soumis à d'autres obligations militaires que celles résultant de l'appel ou du rappel sous les armes.

J U I N

Problèmes d'actualité

La hausse continue du coût de la vie a de nouveau préoccupé aussi bien les travailleurs que les employeurs.

A fin juin, l'index des prix de détail, faisant un nouveau bond important en avant, de près de 1,4 point, s'est établi à 119,88.

Salaires et autres conditions de travail

Réunie le 15 juin, la sous-commission paritaire de la sidérurgie, chargée de mettre au point un projet de nouvelle convention liant les salaires à l'évolution des prix de détail, n'a pas pu aboutir à des résultats définitifs. Des divergences de vues se sont manifestées entre les parties en présence concernant la manière de procéder pour réaliser l'anticipation des salaires sur les prix dont question à l'article 6 de l'accord provisoire du 9 décembre 1963, liant les salaires à l'index en sidérurgie.

En présence de cette situation, les organisations syndicales des travailleurs ont fait part de leur intention d'en appeler au plus tôt à la Commission nationale paritaire de la sidérurgie. (1)

Congrès et sessions

Ostende (Zeezicht), les 13 et 14 Juin 1964 :

Thèmes = Activité sociale de la C.E.C.A. - Politique charbonnière de la Communauté.

Ces thèmes étaient exposés par M. Paul FINET, membre de la Haute Autorité, et par M. F.VINCK, Directeur Général des Problèmes du Travail, assainissement et reconversion.

Nombre de participants : 200 délégués des différents bassins charbonniers belges.

Organisateur : La Centrale syndicale des Travailleurs des Mines de Belgique.

-
- (1) La moyenne des index des prix de détail de mai et de juin 1964 ayant atteint 119,19 points, soit un niveau supérieur au point d'inflexion 119,09 prévu à l'accord provisoire du 9 décembre 1963, les salaires des ouvriers de la sidérurgie en vigueur à fin juin bénéficieront d'une hausse de 2 % dès le 1er juillet 1964.

Les salaires ainsi augmentés seront placés en regard de l'index 119.09.

Convention concernant les petits chômages

Art. 1er

Le salaire normal, calculé comme pour les jours fériés, sera payé au personnel ouvrier occupé dans les entreprises relevant de la Commission Nationale Paritaire de l'industrie sidérurgique, pour les jours d'absence au travail par suite de l'un des motifs énumérés ci-dessous, à concurrence de la durée figurant ci-dessous.

1. Mariage de l'intéressé:

2 jours (à choisir par l'intéressé dans la semaine où se situe l'événement ou dans la semaine suivante)

2. Mariage dans la famille:

Un jour, celui de la cérémonie.

3. Accouchement de l'épouse de l'intéressé:

2 jours, à prendre dans un délai de douze jours-calendrier à compter du jour de l'accouchement.

4. Décès dans la famille:

3 jours à prendre dans la période commençant la veille du jour du décès et finissant le lendemain du jour des funérailles.

5. Décès des parents habitant chez l'intéressé:

2 jours à prendre dans la période qui va du jour du décès à celui des funérailles.

6. Décès des parents n'habitant pas chez l'intéressé:

Un jour, celui des funérailles.

.....

D i v e r s

8. Ordination sacerdotale ou entrée en religion d'un enfant de l'intéressé

ou de son conjoint, d'un petit-enfant, d'un frère, d'une soeur, d'un beau-frère ou d'une belle-soeur de l'intéressé, ou encore de tout autre parent habitant chez l'intéressé:

Un jour, celui de la cérémonie.

9. Communion solennelle d'un enfant de l'intéressé ou de son conjoint:

Un jour, à prendre soit le jour de la cérémonie, soit la veille, soit le lendemain de ce jour.

10. Participation d'un enfant de l'intéressé ou de son conjoint à la fête de la "jeunesse libre", là où elle est organisée:

Un jour, celui de la fête.

11. Participation pzrsonnelle de l'intéressé à une réunion d'un conseil de famille convoqué par le juge de paix:
Le temps nécessaire avec maximum d'un jour.
12. Obligations militaires de courte durée, dans le cadre du recrutement de l'intéressé:
Le temps nécessaire avec maximum de 3 jours.
13. a) Participation de l'intéressé à un jury d'assises;
b) Convocation de l'intéressé comme témoin devant les tribunaux;
c) Participation de l'intéressé en qualité d'assesseur dans un des bureaux principaux de dépouillement fonctionnant lors des élections législatives provinciales et communales:
Le temps nécessaire avec maximum de 5 jours.

.....
Art. 3

.....
La preuve de l'événement familial, de l'obligation civique ou de la mission civile, motivant l'absence doit être apportée par l'intéressé, l'employeur pouvant exiger éventuellement, la production d'un document officiel.

Art. 4

Pour l'application de l'article 1er de la présente convention, sont seules considérées comme journées d'absence, donnant lieu au maintien du salaire normal, les journées d'activité habituelle pour lesquelles l'intéressé aurait pu prétendre au salaire s'il ne s'était pas trouvé dans l'impossibilité de travailler pour un des motifs prévus audit article 1er.

Le salaire normal, tel que défini à l'article 1er, ne sera payé que si l'intéressé a effectivement utilisé les jours d'absence aux fins prévues par la présente convention.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de décès et de funérailles à l'étranger du conjoint, du père, de la mère ou d'un enfant de l'intéressé, celui-ci, même s'il ne se rend pas à l'étranger, auquel cas il tomberait sous l'application du 4 de l'article 1er, aura droit le jour des funérailles à un jour d'absence avec maintien de son salaire normal, tel que défini à l'article 1er.

J U I L L E T

Problèmes d'actualité

L'augmentation du volume du produit national brut en 1964 est actuellement évaluée à 5 %, contre 4 % dans le budget économique (1). A prix constants, l'accroissement de la valeur ajoutée est estimé à 7 % pour l'industrie, 10 % pour la construction, 4 % pour le secteur des services et 2 % pour l'agriculture. L'augmentation du produit national brut en 1963 a été de 4 %.

En ce qui concerne les prévisions pour l'industrie charbonnière en 1964, le rapport indique une légère baisse de la demande par rapport à 1963. La production pourrait être du même ordre de grandeur qu'en 1963.

Avis du Conseil National du Travail

Le Conseil National du Travail a remis un Avis à la demande du ministre des Affaires économiques et de l'Energie, sur les prévisions économiques pour le deuxième semestre 1964 et l'année 1965 en matière de salaires et d'emploi.

Salaires

Les membres représentant les organisations de travailleurs rappellent, tout en reconnaissant l'intérêt de la pratique des budgets économiques, que ces budgets ne peuvent en aucune façon constituer un instrument pour la détermination des salaires. Concernant l'accélération des augmentations du coût salarial depuis 1962 (9 à 10% en 1963), ils sont d'avis

(1) Voir le rapport sur l'évolution économique en 1963 - Prévision pour l'année 1964 du Ministre des Affaires Economiques, communiqué au Parlement le 19 juin 1964.

qu'il semble que la période d'accélération touche à sa fin, du moins en ce qui concerne 1964.

Les membres représentant les organisations d'employeurs sont, au contraire, convaincus que le coût salarial augmentera en 1964, en moyenne, dans une mesure plus importante encore qu'en 1963.

Enfin, le Conseil unanime invite le Gouvernement à ne plus majorer les charges sociales déjà décidées pour 1965.

Emploi

Le Conseil préconise la mise en oeuvre de divers moyens, parmi lesquels: la mise au travail des personnes âgées; une occupation accrue des handicapés et des femmes; l'intégration des frontaliers belges dans le marché belge de l'emploi et enfin favoriser l'immigration de main-d'oeuvre.

D'autre part, le Conseil préconise une amélioration de la productivité par des mesures relatives à la qualité et à la mobilité professionnelle des travailleurs.

Salaires et autres conditions de travail

Les revendications syndicales ont fait l'objet d'une large discussion le 24 juillet 1964 à la Commission Nationale Mixte des Mines.

Elles portent sur :

- Une augmentation des salaires.
- L'octroi et l'entretien gratuits des vêtements de travail.
- Une adaptation des revenus dans le cadre de la réduction de la durée du travail.
- Une révision de la prime de poste.
- L'instauration d'une prime de fidélité à l'industrie.
- Une amélioration de la prime d'embauche, etc...

La Commission Nationale Mixte des Mines se réunira le 11 septembre 1964 pour poursuivre les négociations.

Adaptation des salaires

La moyenne arithmétique des index des mois de mai et de juin 1964 ayant dépassé le niveau conventionnel de référence, 119,09 points, tous les salaires dans les mines sont majorés de 2 % à partir du 1er juillet 64.

Salaire des apprentis ouvriers à veine

La Commission Nationale Mixte des Mines a mis au point une formule nouvelle pour le calcul des salaires des apprentis ouvriers à veine. Cette convention entre en vigueur le 1.8.1964.

Législation

Le MONITEUR n° 146 du 29.7.1964 publie deux lois et un arrêté royal.

1. La loi du 6 juillet 1964 sur le repos du dimanche.
2. La loi du 15 juillet 1964 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale.

Cette loi, qui entrera en vigueur le 1er février 1965, vise les objectifs principaux suivants :

- La généralisation de la semaine de 45 heures.
 - Un élargissement important du champ d'application de la loi de 1921; il couvre maintenant toutes les personnes fournissant des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne.
 - Une adaptation et un assouplissement du régime des heures supplémentaires.
3. Un arrêté royal du 20.7.1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès, dans un établissement de l'Etat ou un établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle. Le montant de l'indemnité est fixé à 750 F par année du cycle normal avec un maximum de 3 750 F.

Avec cet arrêté royal, la loi du 1er juillet 1963 instaurant une indemnité de promotion sociale reçoit sa pleine application.

Primes d'embauche

Le MONITEUR n° 150 du 4.8.1964 publie un arrêté royal du 27 avril 1964, produisant ses effets le 1er janvier 1961 allouant des primes supplémentaires aux ouvriers belges qui s'engagent pour le travail du fond de la mine. Ce supplément de prime est de 1 000 F à l'embauche et/ou de 1 500 F lors d'un rengagement.

Sidérurgie

Salaires et autres conditions de travail

La Commission Nationale paritaire de l'industrie sidérurgique s'est réunie le 17 juillet en vue d'examiner une nouvelle fois le problème de la conclusion éventuelle d'une nouvelle convention liant les salaires à l'index.

La Commission a pris acte d'une déclaration de la délégation patronale disant en substance que celle-ci estimait pouvoir admettre d'insérer dans la convention une disposition accordant aux travailleurs une certaine compensation motivée par le plafonnement, pendant un temps assez long, de l'index aux approches du niveau devant déclencher un mouvement des salaires. Dans ce cas, lorsque ce niveau serait atteint, on procéderait à l'examen de l'évolution de l'index pendant la période immédiatement précédente, pour établir une certaine correction.

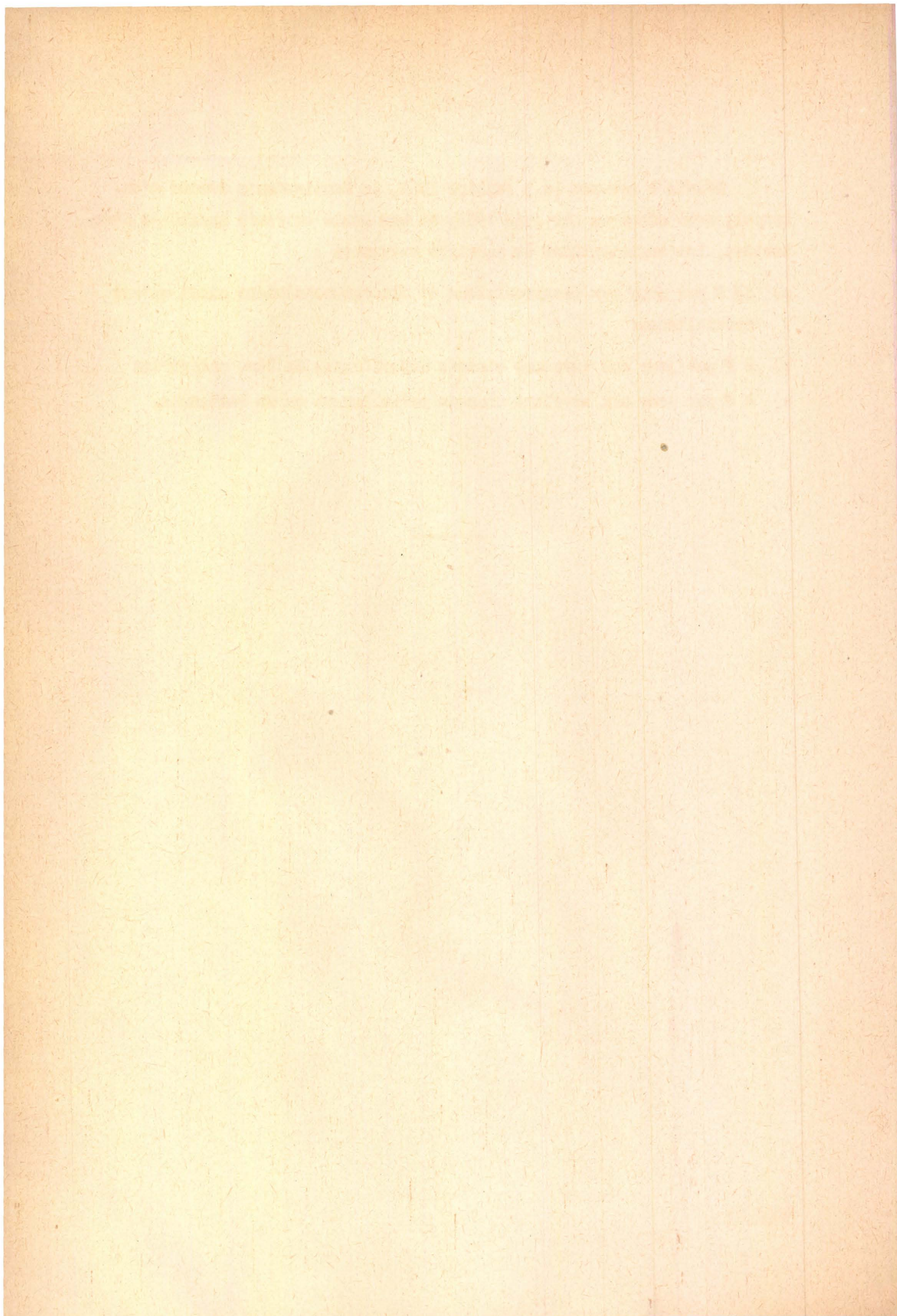
La Sous-Commission paritaire a été chargée de rechercher les modalités d'une formule devant rencontrer l'esprit de cette déclaration.

Accords collectifs au plan régional

La Commission paritaire régionale de Charleroi avait chargé, en date du 29 février 1964, une Sous-Commission d'étudier la structure des salaires des ouvriers d'entretien des usines sidérurgiques de la région, en vue d'arriver à une certaine harmonisation tenant compte des problèmes locaux, les solutions pouvant différer d'usine à usine.

Réunie à nouveau le 3 juillet 1964, la Commission a décidé d'octroyer, avec effet au 1er juin 1964, et aux seuls ouvriers qualifiés d'entretien, les augmentations de salaires suivantes :

- a) 15 F par jour aux électroniciens et électrotechniciens ainsi qu'aux spécialistes;
 - b) 8 F par jour aux ouvriers classés actuellement en 1ère catégorie;
 - c) 4 F par jour aux ouvriers classés actuellement en 2e catégorie.
-



FRANCE

Mines de houille

M A I

Salaires et autres conditions de travail

Prime de résultats

La prime de résultats a été instituée suite à l'accord du 27 décembre 1955. (Arrêté du 23 janvier 1956). Elle est versée deux fois par an, en juin et en décembre. Cette prime varie selon les bassins. Le taux moyen national s'élevait à 13,02 % pour le deuxième semestre 1963, elle est fixée à 13,88 % pour le 1er semestre 1964, soit une majoration de 0,86 %. Ce pourcentage s'applique sur le salaire des jours de travail effectif, plus les salaires des journées de congés payés de la période de référence (1er décembre / 31 mai - 1er juin / 30 novembre). Des exceptions sont prévues pour des absences telles que : blessures, convocations obligatoires par une autorité civile ou militaire, etc.

Prime annuelle de productivité

Cette prime a été instituée par le Protocole d'accord du 27 décembre 1955 (Arrêté du 23 janvier 1956 qui a pris effet le 1er janvier 1956). Elle est versée en juin de chaque année. Elle est payée au prorata du nombre de mois entiers de présence. Chaque fois que les rendements Fond + Jour augmentent de 25 Kgs la prime est majorée de 5 Frs. Cette prime s'élève à 115 Frs payable en juin 1964.

Quatrième semaine de congés payés

Le 21 mai, le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) a diffusé un communiqué dans lequel il souhaite la généralisation, par voie contractuelle, de la quatrième semaine de congés payés.

Ce texte précise : " A l'occasion d'une rencontre récente, les représentants de la C.G.T.-F.O. et du C.N.P.F. ont examiné la situation créée par les accords intervenus au cours du 1er semestre de 1963 en matière de congés payés.

" Il a été constaté qu'à la suite de ces accords, la grande majorité des salariés du secteur privé relevant du C.N.P.F. avaient bénéficié, en 1963, d'une quatrième semaine de congé.

" Depuis, de nouveaux accords ont été signés, qui augmenteront le champ d'application de la quatrième semaine de congé en 1964.

" Le C.N.P.F. a exprimé le vœu que les professions qui n'auraient pas encore estimé pouvoir le faire s'efforcent, par priorité, de faire bénéficier, par voie contractuelle, leurs salariés d'une quatrième semaine de congé dès 1964. "

Confirmant cet entretien et les recommandations qui l'ont conclu, la Confédération F.O. a indiqué de son côté qu'elle avait demandé à ses syndicats de réclamer cet avantage dans toutes les entreprises où il n'est pas encore accordé.

La C.G.T.-F.O., qui déclare avoir attiré l'attention du patronat sur la nécessité de relancer les discussions de salaires dans les différentes branches de l'industrie et du commerce, précise que les entretiens ont également porté sur : la création d'un fichier des conventions collectives, la fixation à 4 % du taux minimum des cotisations aux caisses de retraite complémentaire, la protection du délégué syndical, la durée du travail et les salaires.

Problèmes d'actualité

Rapport TOUTEE

Les 23 et 24 mai 1964, le Comité Confédéral National de la C.G.T.-F.O. s'est réuni à Paris. A l'issue de ses travaux, plusieurs résolutions ont été votées. Nous relevons dans la "Résolution sociale" les parties relatives à l'amélioration des procédures de discussion des salaires : "Tout en continuant à s'opposer au statu quo, le C.C.N. rejette les propositions formulées par le gouvernement dans son communiqué publié le 13 mai 1964 qui ne répond pas à l'institution d'un véritable dialogue dans les entreprises publiques. Le C.C.N. fait confiance à l'action des travailleurs pour contraindre le gouvernement : à réajuster et revaloriser les rémunérations, pensions et retraites

des agents de la fonction publique et du secteur nationalisé directement frappés et injustement privés du règlement d'un contentieux et d'engagements qui ne sont pas contestés." (1)

Confédérations des syndicats

Dans les mines, la C.G.T. préconise une semaine d'action du 15 au 20 juin avec pour mots d'ordre " Les 40 heures rapidement et non en 1980 ", "Signez la pétition nationale de la Fédération du Sous-sol", "Engageons un débat public dans les puits et services."

Le 4 mai, cette organisation avait organisé un rassemblement des mineurs à Paris. Des délégations avaient été reçues par la Direction des Charbonnages de France et le Cabinet du Ministre de l'Industrie. Cette agitation est conforme aux directives de la C.G.T.

La C.F.T.C. s'est prononcée à nouveau pour une grève coordonnée des secteurs nationalisé et public, mais les perspectives d'une action sont reportées en automne.

F.O. ne se solidarisait pas avec la semaine d'action lancée par les cégétistes. Elle réaffirmait son hostilité à tout mouvement partiel et se déclarait pour une grève interprofessionnelle du secteur nationalisé de longue durée, en précisant que c'est le seul moyen pour que les Pouvoirs publics respectent leurs engagements, règlent avec les organisations syndicales, d'une part le contentieux, d'autre part la procédure de discussions de salaires.

Il est probable que le climat social s'aggraverà à la rentrée des vacances et il n'est pas exclu que les conflits s'intensifieront si le gouvernement persiste dans sa position : maintien du plan de stabilisation, mesures de coercition concernant le blocage des salaires notamment dans les secteurs nationalisé et public.

Charbonnages de France

MM. BENEDETTI, président, et ACHILLE, directeur des Charbonnages de France, ont été entendus, le 21 mai, par la Commission des affaires écono-

(1) "Les décisions gouvernementales sur le Rapport Toutée." voir Annexe.

miques sur les problèmes et les perspectives des houillères françaises.

Les deux orateurs ont expliqué que les Charbonnages de France, avec les 200 000 personnes qu'ils emploient, font vivre un million et demi de personnes et constituent l'une des entreprises françaises les plus importantes.

Pénurie de main-d'oeuvre dans le Nord

Les points suivants ont été évoqués :

- Les problèmes de main-d'oeuvre (pénurie dans le Nord-Pas-de-Calais, difficultés d'emploi dans les autres bassins) et la régression du nombre d'accidents du travail au fond, passe de 3 000 par million de postes en 1949 à 1 500 en 1960.

- Le déficit des Charbonnages de France qui doit atteindre 600 millions de francs en 1964, cette somme correspondant aux charges financières anormales du passé (dues notamment au blocage du prix du charbon pendant de longues périodes) et sociales (dues à la structure de la population minière et à l'autonomie de son régime de sécurité sociale et d'accidents du travail. A ce propos a été soulignée la réduction des charges sociales anormales obtenue dans le cadre de la loi de finances pour 1964.

- Les perspectives de la production qui, de 54 millions de tonnes en 1964, devraient être ramenées entre 48 et 52 millions de t. en 1970, cette légère régression globale par rapport au plan Jeanneney de 1960 (53 millions de tonnes) étant plus accentuée dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais dont la production de 28 millions de tonnes actuellement devrait être ramenée entre 23 et 25 millions de tonnes en 1970.

- Enfin, la diversification nécessaire de l'activité des houillères, notamment par le développement de ses "plates-formes chimiques" (Drocourt, Mazingarbe et Carling), au besoin en faisant appel à des sources de matières premières autres que le charbon.

Decazeville

Le Gouvernement a pris certaines mesures touchant le personnel des mines de Decazeville :

- retraite anticipée pour environ 95 personnes ayant 30 années d'ancienneté,

- licenciement de 450 personnes environ ayant plus de 45 ans d'âge et 15 ans de services miniers, ceux-ci pouvant bénéficier d'une indemnité égale à deux années de salaires ou à l'indemnité dite C.E.C.A. telle qu'elle était prévue initialement.

Ces dispositions prendront effet à partir du 1er juillet 1964 et s'échelonneront jusqu'au 30 juin 1965.

Les représentants du personnel (membres du Conseil d'Administration de C.de F.) ont vivement protesté contre ces mesures, au cours de la séance du 22 mai 1964.

Une grande manifestation s'est déroulée à Decazeville le 31 mai, réunissant les syndicalistes, les parlementaires, les commerçants, etc.

Indices des Prix (S.M.I.G.)

L'indice des 179 articles du salaire minimum interprofessionnel garanti (base 100 en juillet 1957) s'élève à 137,61 en avril contre 137,37 en mars, soit + 0,1 % (J.O. du 30.5.1964).

L'indice des 259 articles (base 100 en 1962) s'élève en avril à 107,6 contre 107,5 en mars, soit + 0,09 %.

Mines de fer

Problèmes d'actualité

Mines de fer de Lorraine

M. CHARDONNET, dans son rapport relatif à la situation des mines de fer de Lorraine, souligne la baisse de production consécutive à la fermeture de certains puits, à la réduction des horaires du travail et à la diminution des effectifs ouvriers. Il a présenté un projet d'avis au

Conseil Economique dans sa séance des 26 et 27 mai, sur les mesures souhaitables, en vue d'améliorer la situation d'ensemble des mines de fer de Lorraine qui fut adopté à la majorité, après adoption de plusieurs amendements présentés par M. PAGLIANO, au nom de Force-Ouvrière. Les représentants de la C.G.T. ont voté contre.

Le Conseil Economique recommande au Gouvernement un assouplissement du régime des retraites et l'octroi d'une indemnité compensatrice de la réduction de la durée du travail à partir de la 3ème journée de chômage par mois. Il souhaite un effort supplémentaire favorisant la formation professionnelle accélérée. Enfin, le Conseil Economique et Social insiste tout particulièrement sur la nécessité d'établir un programme économique pour la Lorraine en vue de susciter l'implantation d'industries nouvelles, ce programme devant être intégré dans le cinquième plan.

Mines de fer de Bazailles et d'Ottange

La Société des Mines de fer de Bazailles avait informé la Direction des Mines qu'elle allait procéder à une réduction de ses effectifs de 120 ouvriers au cours de l'année 1964. En fait, cette mesure touchera 80 ouvriers au lieu de 120. Il n'y aura pas de licenciements collectifs, à moins que les départs volontaires n'atteignent pas ce nombre.

La Société des Mines de fer d'Ottange (Moselle) envisage également une diminution de ses effectifs de 40 ouvriers avant la fin de 1964.

Construction d'une centrale près d'Albi

En annonçant la prochaine construction à Albi d'une centrale thermique, M. POMPIDOU, premier ministre, a provoqué un grand mouvement de satisfaction parmi les mineurs du bassin d'Aquitaine, dont le charbon trouvera ainsi de nouvelles débouchés. Cette centrale sera construite à Pélissier dans la banlieue d'Albi sur les anciennes installations aujourd'hui désaffectées des mines d'Albi.

Indemnités de reconversion

Le Journal Officiel a publié un arrêté signé des ministres du travail et des finances fixant le montant :

1. de la prime de transfert et de l'indemnité de réinstallation;
2. de l'indemnité de frais de déplacement;
3. de l'indemnité forfaitaire pour transport de mobilier que pourront percevoir les travailleurs privés de leur emploi et qui acceptent de partir dans un poste correspondant à leur spécialité et sous contrôle de la direction de la main-d'oeuvre.

Pour percevoir cette indemnité de déménagement, il est indispensable que le transport du mobilier ait lieu dans les six mois de l'arrivée de l'intéressé à son nouveau lieu de résidence.

Les indemnités pour frais de déplacement ou frais de transport du mobilier sont versées un mois au plus tard après l'arrivée des personnes ou du mobilier dans la nouvelle localité.

Cet arrêté ministériel découle de l'application de la loi du 18 décembre 1963 créant le Fonds national de l'emploi destiné à faciliter le reclassement des travailleurs licenciés par certaines entreprises.

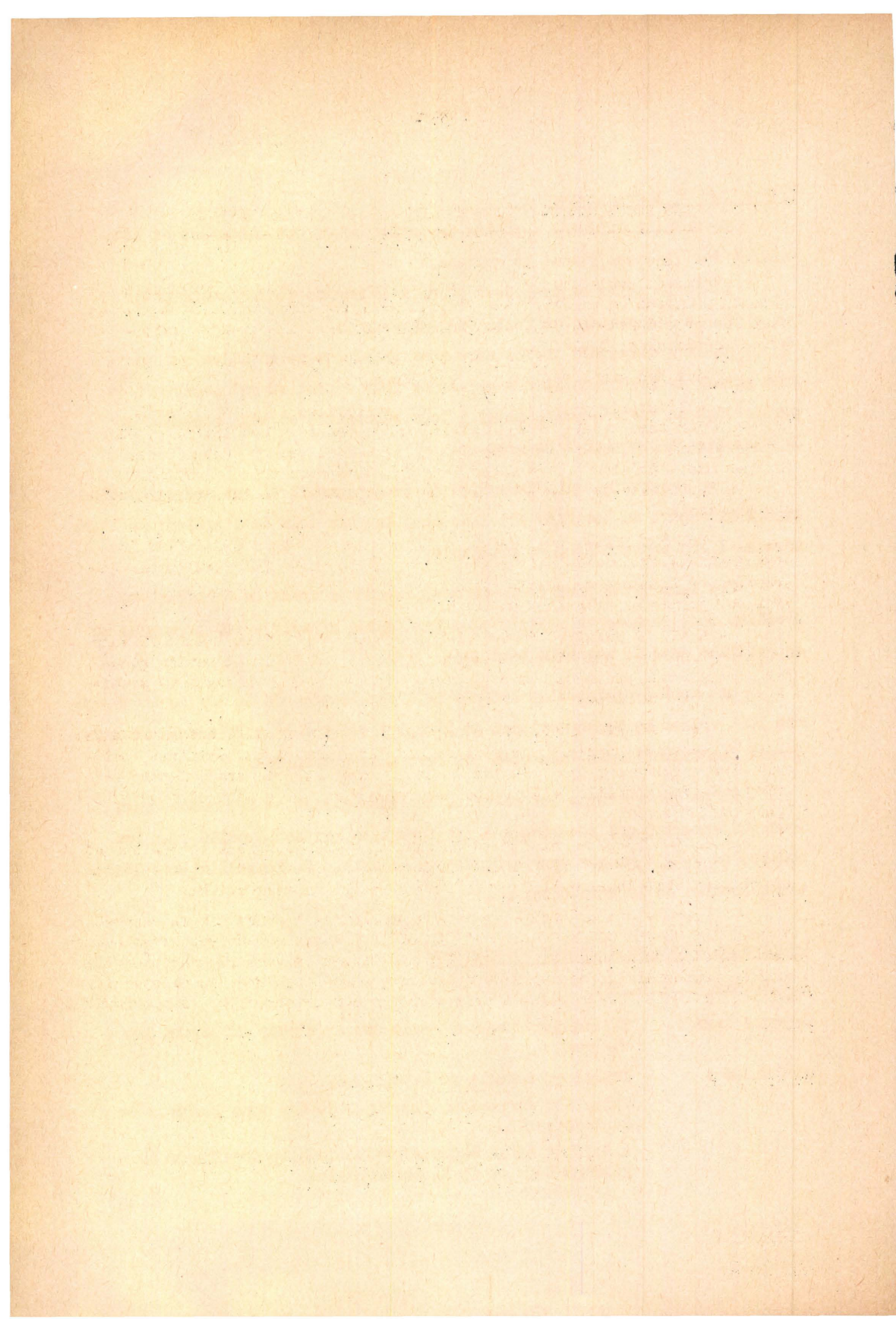
En ce qui concerne les salariés non spécialisés ou les manoeuvres, leur reclassement est subordonné à une formation professionnelle dans les centres de F.P.A. placés sous contrôle du ministère du Travail et des directions locales de la main-d'oeuvre.

Congrès et Journées d'études européennes

à Metz les 22 et 23 mai

Organisateur : Fédération internationale des syndicats chrétiens des mineurs

Programme : Problèmes actuels de la C.E.C.A.
Situation économique des mines de fer dans les pays de la Communauté.
Activités de la Haute Autorité dans le domaine de la réadaptation et de la reconversion.



LES DECISIONS GOUVERNEMENTALES SUR LE RAPPORT TOUTÉE

Après en avoir entretenu la veille les syndicats, le gouvernement a rendu publique sa position sur l'application du rapport Toutée, concernant les procédures de discussion des salaires dans les grandes entreprises nationales, le 14 mai.

Voici les grandes lignes de ces décisions :

- A l'intérieur de chacune de ces entreprises, un ORGANISME DE CONSTATATION sera créé qui, à la fin de chaque année, fera le bilan des rémunérations de toute nature versées au personnel durant cette année. L'organisme - présidé "par une personnalité indépendante" - comprendra, avec un technicien de l'I.N.S.E.E., des représentants de la direction et des syndicats.

- UNE PROCEDURE PERMETTANT L'INFORMATION PUIS LA CONSULTATION des organisations syndicales est prévue en ce qui concerne la fixation par entreprise de la masse salariale globale (salaire de base, mesures catégorielles, primes et avantages divers).

- AVANT LA FIXATION DU POURCENTAGE D'AUGMENTATION DES SALAIRES dans chaque entreprise, qui tiendra compte non seulement de la situation générale mais aussi de la situation de l'entreprise, les organisations syndicales seront consultées.

- DES CONTRATS DE PROGRES PLURI-ANNUELS, qui auraient notamment pour objet de garantir un pourcentage minimum de progression des salaires, pourront être conclus par les intéressés. Ce pourcentage qui serait imputé sur l'augmentation annuelle de la masse des rémunérations ne peut être qu'un "plancher" garanti.

- LE GOUVERNEMENT METTRA EN OEUVRE LA PROCEDURE prévue en provoquant au 1er octobre 1964 la réunion des "organismes de constatation" de salaires qui doivent être incessamment constitués dans chaque entreprise.

- Tout ce qui précède a trait aux procédures prévues par le rapport Toutée. "EN CE QUI CONCERNE LE "RATTRAPAGE", le gouvernement veut s'en tenir à sa décision de n'augmenter que de 1 % par trimestre, les rémunérations de base du personnel des entreprises publiques pendant la durée du plan de stabilisation. Cette mesure, qui a pris effet le 1er octobre 1963, se poursuivra.

J U I N

Politique des salaires

Situation dans les bassins miniers

Les responsables de la fédération F.O. du sous-sol, au cours d'une conférence de presse du 5 juin, ont fait le point de la situation dans les bassins miniers.

M. AUGARD, secrétaire de la fédération, a insisté sur le climat tendu qui règne actuellement dans les houillères et principalement à Decazeville. "Dans le bassin de l'Aveyron", a-t-il déclaré, "le gouvernement n'a pas tenu ses engagements. Aucun entretien n'a abouti et les 'désavantagés', soit par l'âge, soit par accident de travail, ne bénéficient pas d'un statut valable. De plus, l'exploitation minière de l'Aveyron est en voie d'extinction; 500 ouvriers resteront sur le chantier jusqu'en 1970 mais rien n'est envisagé pour le reclassement."

M. AUGARD a souligné combien la situation sociale des travailleurs des houillères est critique, compte tenu du coût de la vie, des salaires insuffisants, des conditions et durée du travail. "Le mineur français", a-t-il dit, "passe 46 heures par semaine au fond, exemple unique sur le plan européen." M. AUGARD a mis l'accent, en outre, sur le malaise enregistré dans la gestion de la Sécurité sociale minière, précisant à cet égard que la "table ronde" n'a rien apporté de concret.

Abordant le problème revendicatif, le responsable F.O. s'est montré partisan d'une action de grande envergure pour la rentrée. Par contre, les mineurs C.F.T.C. et C.G.T. sont favorables à de petits mouvements, cette dernière centrale, notamment, préférant la technique du harcèlement.

M. AUGARD a d'autre part souligné l'importance de la "réunion au sommet" des mineurs, qui se tiendra les 3 et 4 juillet à Dortmund.

" C'est la première fois qu'un contact européen de la profession aura lieu. La seule vraie solution réside dans une action commune pour la définition d'une politique charbonnière et la création d'un statut européen."

Salaires - Situation

La Fédération C.F.T.C. des Mineurs a défini sa position en ce qui concerne les salaires, la durée du travail, la classification du personnel, au cours d'une réunion de son bureau les 8 et 9 juin 1964.

Cette organisation syndicale constate que "les salaires miniers par rapport à la moyenne des salaires dans le pays prennent un retard qui s'aggrave de trimestre en trimestre; que les discussions sur la durée du travail sont au point mort, de même que la revision des classifications prévues par des accords antérieurs."

Le Bureau Fédéral demande aux travailleurs d'examiner l'action nécessaire. Il ne précise pas quel est le choix de la méthode de cette consultation mais, par contre, il propose de "s'orienter vers la préparation d'une grève générale à une date arrêtée en commun par toutes les organisations syndicales. "

Le 17 juin, le Premier ministre français a donné une interview à la revue "ENTREPRISE" dans laquelle il a demandé une limitation de l'augmentation des salaires. (Extrait voir annexe).

Communiqué de la Confédération Force-Ouvrière

Dans un communiqué en date du 26 juin, la Commission Exécutive de la Confédération FORCE OUVRIERE a tenu à marquer son inquiétude :

"Immobilisme social , freinage de la consommation, réduction des investissements et blocage des salaires sont la rançon du plan de stabilisation.

" Ce plan n'a pas réussi à faire baisser les prix ni même à les bloquer. Il n'a fait qu'en réduire, imparfaitement d'ailleurs, la montée trop rapide (exemple le prix de la viande). Il n'a surtout pas procédé aux réformes de structures qui s'imposent plus que jamais."

Enfin, FORCE OUVRIERE "entend poursuivre, en dépit d'une conjoncture difficile, l'amélioration du niveau de vie des travailleurs."

Mouvements sociaux

Une certaine agitation subsiste dans la métallurgie du Nord, mais elle tend à décroître. Le 13 juin, on a noté une grève d'une heure aux usines Fives-Lille, suivie par 663 ouvriers sur 885 et 70 mensuels sur 960.

Dans la région de Valenciennes, des débrayages ont eu lieu également, notamment à Lorraine-Escaut (1 000 grévistes sur un effectif de 5 000), à Usinor-Denain (1 000 grévistes sur 9 000), ainsi que dans quelques autres entreprises métallurgiques.

A Montluçon, près de 10 000 personnes ont manifesté, le 18 juin, dans les rues, pour protester contre les 461 licenciements qui viennent d'être prononcés à l'usine Saint-Jacques appartenant à la société Châtillon-Commentry.

Le meeting était organisé par les syndicats de l'usine Saint-Jacques et les unions locales de la ville.

A la Société nantaise de fonderie, où 53 licenciements ont eu lieu récemment, les métallurgistes mécontents de la suppression de la prime semestrielle de vacances, s'élevant en général à 175 francs, ont débrayé à la quasi-unanimité le 18 juin. Ils ont occupé les bureaux et empêché la sortie du personnel de direction.

Les syndicats déclarent que cette prime, versée auparavant mensuellement, puis trimestriellement, était au moins partiellement acquise, alors que les employeurs assurent ne pouvoir l'accorder en raison de la situation actuelle de l'entreprise.

Decazeville

Le gouvernement entend poursuivre la fermeture d'une partie des exploitations minières de Decazeville.

C'est ce qui ressort d'un récent entretien que vient d'avoir, le 12 juin, le Premier ministre, M. POMPIDOU, avec le président de la table-ronde des Charbonnages, M. BLUM-PICARD.

Le gouvernement pré-

cise que le nombre des travailleurs licenciés sera finalement inférieur de moitié aux prévisions initiales du plan Jeanneney, établi en 1961 : celui-ci avait en effet prévu le licenciement de 1 024 ouvriers, alors que, finalement, ce nombre sera ramené à 560.

L'opération est jugée inévitable par le gouvernement, car elle intéresse un puits dont les ressources seront totalement épuisées d'ici six mois.

M. POMPIDOU a fait valoir que les mesures sociales dont bénéficieront les licenciés sont très avantageuses ; les mineurs de plus de 45 ans percevront un capital correspondant à 24 mois de salaire et toucheront leur retraite dans les délais normaux.

Le gouvernement étudiera en octobre le plan d'exploitation des Charbonnages de France que prépare la Table ronde sur les Charbonnages.

Le 28 juin, plusieurs milliers de personnes (environ 5 000) ont manifesté à Decazeville pour le maintien en activité des mineurs et contre les licenciements.

Le marché de l'emploi

La situation de l'emploi est toujours caractérisée par la pénurie de main-d'oeuvre. En effet, les renseignements recueillis au ministère du Travail font apparaître une augmentation de nombre des offres d'emploi non satisfaites (52 642 au 1^{er} juin contre 51 627 le mois précédent) et une diminution des demandes non satisfaites (86 383 contre 96 767).

En ce qui concerne les rapatriés, on constate 15 838 demandes d'emplois non satisfaites contre 17 545 le mois précédent et 50 667 en juin 1963.

D'autre part, il y avait au 1^{er} juin 20 284 chômeurs secourus, contre 21 866 en mai et 20 858 l'an passé.

L'immigration de travailleurs étrangers ne cesse de croître. Elle est cependant contrecarrée par différentes causes : ralentissement constaté en avril de l'immigration de la main-d'oeuvre algérienne, départs sensibles de travailleurs italiens de la France vers l'Allemagne, ponction de plus en plus forte effectuée sur la main-d'oeuvre étrangère par l'Allemagne dont les besoins, avant la fin de 1964, sont chiffrés à 200 000 travailleurs étrangers supplémentaires.

LE FONDS SOCIAL pour les travailleurs étrangers

Le 16 juin, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité la loi relative au Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers, après que le rapporteur et le ministre aient apporté des indications très impressionnantes sur l'afflux et le sort de ces émigrants.

Créé par l'ordonnance du 29 décembre 1958, le Fonds d'action sociale pour les travailleurs algériens résidant en France était alimenté par une subvention des organismes métropolitains d'allocations familiales, dont le taux était fixé, chaque année, en fonction du montant des prestations familiales du régime algérien. Un décret du 24 avril 1964 ayant étendu la compétence de ce Fonds à l'ensemble des travailleurs étrangers, le gouvernement a déposé un projet de loi en vertu duquel le financement de cet organisme sera désormais assuré par :

1) Une contribution des différents régimes de prestations familiales, en fonction, pour chacun de ces régimes, du nombre de travailleurs étrangers ayant une activité professionnelle et dont l'emploi donne lieu normalement au versement de cotisations patronales;

2) Un prélèvement sur les 2 % dus par les employeurs quand ils n'ont pas satisfait à leur obligation légale d'investir annuellement dans la construction de logements des sommes représentant 1 % au moins des salaires versés par eux.

Le montant de la contribution et celui du prélèvement seront fixés chaque année l'un par décret, l'autre par arrêté interministériel.

Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée nationale au nom de la commission des affaires sociales, l'Abbé LAUDRIN (U.N.R.) a fourni les indications suivantes :

- Le projet ne concerne ni les ouvriers saisonniers ni les frontaliers;
- Le nombre de travailleurs étrangers en France (familles comprises) est de l'ordre de 2 millions et demi;
- Le nombre des entrées croît d'année en année (132 % en 1962);
- 115 523 travailleurs étrangers sont entrés et ont été placés en France en 1963 (contre 33 000 en 1952); parmi eux on comptait 57 768 Espagnols, 24 781 Portugais, 12 963 Italiens;
- La proportion d'ouvriers qualifiés est d'environ 27 %;
- La législation assimile le travailleur étranger à l'ouvrier français pour tout ce qui est des contrats, droits syndicaux, allocations de chômage, avantages sociaux, etc.;
- Les travailleurs étrangers bénéficient de la formation professionnelle pour les adultes;
- Le Fonds d'action sociale - qui a dépensé plus de 80 millions de francs en 1963 - a, en quatre ans, construit 1 500 logements de transit pour des familles, financé plusieurs milliers d'H.L.M., organisé des cours d'enseignement culturel et ménager, etc.

Le rapporteur évoque les mesures prises d'autre part par les collectivités locales et départementales, ainsi que les réalisations de plusieurs oeuvres.

"En dépit de tous ces efforts, constate-t-il, il existe une immense misère. La lèpre des bidonvilles persiste. Il s'y ajoute un problème de santé, pour les Algériens surtout".

Dans sa réponse, le ministre a indiqué que le rythme de l'immigration s'accélère : 62 189 travailleurs étrangers sont entrés en France pendant les cinq premiers mois de 1964, contre 49 841 pour la même période en 1963. On peut donc estimer à 140 000 le nombre des entrées pour toute l'année 1964, contre 115 000 en 1963 et 113 000 en 1962.

Table ronde des Charbonnages de France

La Table ronde s'est réunie en séance plénière le 15 juin 1964.

Entre autres problèmes, elle a examiné et adopté les conclusions relatives aux problèmes de l'importation charbonnière présentées par le groupe de travail.

Ce document précise : "qu'il convient de rappeler que les importations de charbon des pays tiers doivent demeurer complémentaires de la production nationale aussi bien en quantité qu'en qualité".

A cet effet, "le contrôle des programmes d'importation et des prix des charbons importés doit être maintenu"; les Charbonnages de France ayant dans ce domaine un avis à donner avec voix prépondérante.

"Pour assurer le fonctionnement de leurs industries de préparation et de transformation..., pour faire face à la totalité de leurs contrats avec la clientèle industrielle (E.D.F., les grands ensembles urbains) lorsque la conjoncture rend leurs disponibilités insuffisantes, les Charbonnages de France doivent avoir la possibilité permanente d'obtenir l'autorisation d'importer des charbons.

Congrès et journées d'études européennes

Cinquième congrès international des cadres (C.I.C.)

Paris, du 9 au 12 juin.

Participants : 200 délégués représentant dix pays d'Europe.

Thèmes : "L'Europe et le tiers-monde"

Orateurs : : M. MALTERRE, président d'honneur et président de la C.G.C., M. G. TOQUI, Italie, président de la C.I.C.

Conférence des Présidents F.O. des Sociétés de secours minières
et des unions régionales

Paris, le 28 juin

Thèmes : L'avenir du charbon dans les perspectives d'une coordination
des politiques énergétiques.

L'harmonisation de la Sécurité sociale dans les mines sur
le plan européen.

Orateurs : M. F. VINCK, Directeur Général de la Direction Générale
"Problèmes du Travail, Assainissement et Reconversion" de la
C.E.C.A.

M. J. WEDEL, Administrateur Principal à la Direction Générale
"Problèmes du Travail, Assainissement et Reconversion" de la
C.E.C.A.

Session de formation européenne pour les cadres de la Fédération des
Mineurs C.F.T.C.

Paris, les 3 et 9 juin

Programme : Politique énergétique sur le plan national et communau-
taire;

Dernières propositions des Communautés Européennes;

Durée du travail : situation respective dans les charbon-
nages de la Communauté;

Reconversion : dernier état de la question et partici-
pation de la Haute Autorité.

Organisateurs : Fédération des Mineurs C.F.T.C.

Journée d'Etude Européenne de la Fédération Nationale C.G.T.-F.O.,
Mineurs et similaires

Paris, siège de la Confédération C.G.T.-F.O., le 28 juin.

Thèmes : Résultats de la Conférence sur la Sécurité sociale qui
s'est tenue à Bruxelles en 1962;

Protocole d'accord sur l'énergie.

Participants : 100 délégués des unions régionales et des sociétés de
secours minières de tous les bassins houillers de France.

Organisateur : Le Secrétariat Général C.G.T.-F.O. - Mines

Sessions de Formation syndicale européenne

Ruitz (Pas-de-Calais) et Manduel (Gard), 7-13 et 14-20 juin.

Programme : Connaissance de l'entreprise, du bassin Nord-Pas-de-Calais, des Charbonnages de France, de la C.E.C.A.

La réglementation du travail, son évolution, l'influence de la C.E.C.A.

Evolution des salaires dans l'industrie charbonnière de la C.E.C.A.

Organisateur : Fédération des Mineurs C.F.T.C., Paris.

Sessions d'Etudes européennes

Metz, 13 juin - Lille, 28 juin.

Participants : 125 militants F.O. de la Sidérurgie des régions du Nord et de l'Est.

Programme : La situation du marché sidérurgique dans la Communauté; Fusion des Exécutifs européens et révision des Traités de Paris et de Rome;

Perspectives économiques et sociales du 5e plan français et leurs incidences sur les plans européen et mondiaux.

Organisateur : Fédération F.O. de la Métallurgie, Paris.

A _ N _ N _ E _ X _ E _

Interview du Premier ministre français à la revue ENTREPRISE, le 17 juin.

.....

" Rien ne serait plus dangereux que de croire que l'effort ne doit pas durer. Le plan de stabilisation n'est pas un mauvais moment à passer. Il n'y a pas d'autre issue à la stabilisation que la stabilité."

.....

" Le jour où les chefs d'entreprise seront convaincus que leur préoccupation fondamentale doit être l'abaissement du prix de revient, le jour où les salariés seront convaincus que l'amélioration de leur pouvoir d'achat doit procéder non d'une hausse saccadée et excessive des rémunérations mais d'une hausse modérée et régulière résultant de l'amélioration de la productivité, ce jour-là on pourra dire que le plan de stabilisation a vécu et qu'il a atteint son but".

.....

" (La politique des revenus) consiste, dans notre esprit, à essayer de déterminer des taux de progression raisonnables et à tout le moins comparables pour les différentes sortes de revenus. Cela consiste, si vous voulez, par exemple, à essayer de donner aux revenus de l'agriculture une progression analogue et parallèle à ce que peut être celle des revenus de l'industrie ou des salariés. Cela consiste en même temps à essayer de définir ce que peut être une progression du revenu national global.

Cela nous amènera par exemple à empêcher que les revenus et par conséquent les moyens monétaires mis à la disposition des particuliers ne progressent plus rapidement que la production nationale, compte tenu de la nécessité de consacrer une partie de ces ressources supplémentaires à l'investissement. Par conséquent, une politique des revenus est une politique de justice et d'équilibre social.

Une politique sociale visant à faire disparaître des inégalités excessives, à combler des retards, n'est qu'un aspect de la politique des revenus. La politique des revenus part d'une situation donnée et cherche à faire que tout progresse, sinon d'un rythme égal, tout au moins d'un rythme qui ne crée pas d'inégalités anormales et soit en même temps compatible avec les nécessités de l'économie.

(Une telle politique) ne touchera pas les individus. Ce n'est pas parce qu'on définira une progression globale raisonnable des salaires qu'on empêchera un spécialiste très qualifié d'obtenir de son patron une forte augmentation. Cela ne voudra pas dire non plus qu'on empêchera une industrie qui a réussi une amélioration exceptionnelle de sa productivité d'augmenter ses marges bénéficiaires. C'est

plutôt la définition d'une espèce de marche générale de l'économie à un rythme rationnel et socialement équilibré."

.....

" Les Français se sont habitués, depuis quinze ans, à des augmentations nominales de leur rémunération d'au moins 7 à 8 % par an. Or, ce qui est possible, compte tenu de l'évolution de la production moyenne dans le pays, ce sont des hausses annuelles pour la masse globale des revenus de l'ordre de 4 % par an.

Cela représente, par personne, compte tenu de l'augmentation de la population, environ 3 % par an. Cela représente un peu moins encore en taux horaire, si, dans une année donnée, comme par exemple en 1962 et 1963, le nombre d'heures travaillées par personne augmente ou si les qualifications hiérarchiques se modifient.

La vérité, c'est que, sans le respect de cette norme, il n'est pas en France d'expansion possible sans inflation. Si les revenus des particuliers, salaires et profits, augmentent vite, il ne peut y avoir soit que hausse des prix soit que détérioration des marges bénéficiaires des entreprises, suffisamment graves pour tarir rapidement leurs possibilités d'investissements.

Réfléchissez d'ailleurs au fait qu'un rythme de 3 % par an est considérable. Cela représente, à peu près tous les vingt ans, le doublement du niveau de vie de chaque Français."

.....

M. POMPIDOU évoque les entreprises "dont la production fortement croissante permettrait de dégager des marges bénéficiaires très élevées" et il déclare :

" Elles doivent, non pas en tirer prétexte pour une augmentation excessive des profits distribués, ni même des salaires, mais en faire profiter le consommateur par des baisses de prix indispensables à la stabilité générale, qui ne peut résulter que de la compensation entre hausses inévitables et hausses possibles."

J U I L L E T

Statut européen du mineur

A l'occasion du rassemblement à Dortmund, qui réunissait le 4 juillet entre vingt et trente mille mineurs des pays de la C.E.C.A. adhérents à la Confédération internationale des syndicats libres, M. André Augard, secrétaire général de la Fédération des mineurs F.O., a rappelé, à Paris, les raisons de cette manifestation. M. Augard soulignait la nécessité d'accorder aux mineurs des conditions sociales qui correspondent au caractère pénible et dangereux du métier. Il estimait que le statut européen du mineur est un moyen efficace d'y arriver, et "aussi d'éliminer l'incertitude et le malaise dans l'industrie minière."

Le secrétaire général réaffirmait la volonté des mineurs d'intensifier leur action, "si nécessaire, y compris la grève générale européenne, pour obtenir satisfaction".

Le 26 juin, le Bureau exécutif de la Fédération internationale des syndicats chrétiens des mineurs, réuni à Liège à la veille de la manifestation de Dortmund, a adopté une résolution dans laquelle il déclare que n'existent pas au niveau européen les moyens et les instruments juridiques qui permettraient d'obtenir le statut européen du mineur et qu'il faut par conséquent porter l'action sur le plan où les décisions doivent être prises; c'est-à-dire, sur le plan national.

Le 5 juillet, au cours d'une réunion tenue à Sarrebruck, M. Emile Engel, secrétaire général de la Fédération des syndicats chrétiens des mineurs de la C.E.C.A., a proposé la constitution d'un comité d'action qui s'attacherait à accélérer la réalisation du statut européen du mineur. Ce comité d'action serait composé de syndicalistes et de parlementaires européens.

Après la manifestation à Dortmund, la Fédération des mineurs C.G.T. publiait un communiqué selon lequel elle considère comme un fait de la plus haute importance l'adoption d'un projet de statut dit "statut des mineurs européens". La C.G.T. estime que le projet de statut "correspond aux aspirations de toute la profession et contient nombre de ses revendications essentielles". La Fédération est persuadée qu'"une action générale et concertée de tous les mineurs des pays de la Communauté est capable d'imposer le statut au patronat minier, ainsi qu'aux gouvernements".

Enfin, le communiqué déclarait que la C.G.T. a décidé "de mener en France une grande campagne et une action pour l'application du statut" et de demander à la direction des Charbonnages de France d'ouvrir des discussions avec les organisations syndicales.

Force ouvrière et la centrale allemande D.G.B.

M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., vient de rencontrer à Bonn le bureau de la centrale allemande D.G.B.

Les syndicalistes se sont déclarés résolus à renforcer "la vieille amitié" existant entre leurs mouvements respectifs. Ils ont constaté "leur parfaite identité de vues sur le Marché commun et l'intégration européenne" et marqué leur volonté "de continuer à oeuvrer en commun en faveur d'une Europe économiquement et politiquement unifiée, permettant l'amélioration des conditions de vie des travailleurs de la Communauté économique européenne".

Le voyage de M. Bergeron, qui a commencé par la manifestation des mineurs à Dortmund, s'est poursuivi par des visites à Düsseldorf, Cologne, Francfort, Munich et Berlin.

Mouvements sociaux

A l'occasion du licenciement de quatre cent soixante ouvriers de l'usine Saint Jacques à Montluçon, une délégation du personnel de l'usine avait une entrevue le 11 juillet à Paris avec la direction

de la compagnie Châtillon - Commentry - Neuves - Maisons. Cependant que la première tranche de licenciements aura lieu le 31 juillet, la direction avait accepté d'étaler la deuxième tranche et de verser une participation de 60 francs par mois aux ouvriers licenciés. En ce qui concerne les mensuels, il sera fait application de la convention collective.

Decazeville

Les mesures qui viennent d'être portées à la connaissance des mineurs de Decazeville sont de plusieurs ordres.

1) Seront mis à la retraite anticipée sans condition d'âge ni de situation familiale, tous les ouvriers et employés ayant au moins 30 ans de services miniers (au moins 15 ans de commissionnement pour les employés).

2) Tous ceux qui auront 45 ans d'âge (ouvriers et employés) et au moins 15 années de services miniers seront licenciés avec une prime égale à deux années de salaire.

3) 150 mineurs ayant moins de 45 ans seront mutés, 125 vers le Tarn et les autres 25 vers le bassin de la Mure.

L'échelonnement de ces mesures se fera entre le 1er juillet 1964 et le 30 juin 1965.

Le puits central qui devait être arrêté en 1965 continuera. Dans ce puits, 250 mineurs seront occupés.

D'ici un an, 700 personnes auront quitté la mine. En 1948, il y avait à Decazeville plus de 5 000 mineurs.

Mise à la retraite des mineurs de l'Aveyron

Le Journal officiel du 9 juillet publie un décret relatif au groupe Aveyron des houillères du bassin d'Aquitaine.

A titre exceptionnel, jusqu'au 30 juin 1965, l'âge limite de maintien en activité est celui à partir duquel l'intéressé peut justifier de trente années de services validables pour la pension de retraite.

Les intéressés obtiennent la jouissance immédiate de leur pension de retraite correspondant à la durée et à la nature de leurs services dans les mines, comme s'ils avaient atteint l'âge d'ouverture du droit à la retraite. Ils bénéficieront, à ce titre, de tous les avantages alloués aux retraités.

Ces mineurs peuvent choisir entre la jouissance immédiate de la pension de retraite, le bénéfice des mesures d'aide accordées en application de l'article 56 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ou encore la renonciation à la retraite immédiate pour bénéficier d'autres avantages.

Salaires et autres conditions de travail

Réuni à Paris le 1er juillet 1964, le Conseil national de la Fédération des mineurs Force-Ouvrière a examiné l'ensemble de la situation charbonnière.

Il proteste contre la politique gouvernementale "qui, en fin de compte, ne stabilise que les salaires et agrandit l'écart des salaires miniers par rapport au salaire moyen national."

Le conseil national unanime s'élève contre les atteintes portées au droit de grève sous quelque prétexte que ce soit et proteste énergiquement contre les mesures unilatérales du gouvernement concernant le problème du bassin houiller de Decazeville.

Se félicite des positions de son bureau pour envisager dès que possible une action de grande envergure en accord avec les Fédérations F.O. du secteur nationalisé.

Une délégation de la Confédération Force Ouvrière a été reçue le 16 juillet par M. Grandval, ministre du travail.

L'entretien a principalement porté sur le projet gouvernemental de réforme des Comités d'entreprise et sur le projet de création d'un Centre de formation économique et sociale.

Sur le premier projet, la délégation a indiqué au ministre qu'il serait opportun que la protection des représentants désignés par les organisations syndicales soit assortie d'un crédit d'heures leur permettant d'exercer leur mandat.

Sur le second projet, Force Ouvrière a formulé les plus expresses réserves.

Les représentants syndicaux ont indiqué au ministre que le projet, prévoyant entre autres l'organisation de conférences, séminaires ou colloques, risquait ainsi d'orienter la formation sociale des travailleurs. La délégation a affirmé, à l'inverse, que cette formation doit rester du seul domaine de l'initiative syndicale.

Majorations des prestations familiales

A compter du 1er août 1964, le salaire servant de base au calcul des prestations familiales est porté de 276,50 frs (zone 0) à 288 frs. En conséquence, les prestations familiales sont majorées. (Voir annexe)

Congrès, journées d'études, événements sociaux

La 51e session des semaines sociales de France s'est tenue à Lyon du 9 au 14 juillet 1964. La Semaine a traité le sujet: "Le travail et les travailleurs dans la société contemporaine". Elle réunissait 1 500 participants. Parmi les représentants des organisations internationales qui réfléchissaient au thème, parlait M. Roger Reynaud, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. M. Reynaud s'en tint aux stratégies syndicales européennes, et plus spécialement à la française. Il a observé que cette stratégie, dictée par les circonstances, avait été empirique, mais n'en avait pas moins pour autant porté ses fruits. Mais, a-t-il constaté enfin, les données du conflit social se sont élargies et modifiées; une nouvelle stratégie syndicale doit être élaborée et mise en oeuvre pour répondre aux nécessités nouvelles.

Cette stratégie doit présenter, à ses yeux, le double caractère d'être capable d'échapper aux pièges du syndicalisme gestionnaire et de porter l'influence du syndicalisme partout où se prennent les

décisions, ce qui implique qu'on découvre où se trouvent exactement, dans la civilisation industrielle contemporaine, les véritables centres de décisions, éventuellement au-delà des frontières nationales.

Il ne peut pas y avoir de stratégie syndicale à la mesure de notre temps, estime M. Reynaud, sans unité d'action.

Dans la perspective d'une orientation générale, la Semaine sociale proposait particulièrement :

- Une amélioration de la planification qui tende à associer d'une manière plus effective les corps intermédiaires à son élaboration et à sa mise en oeuvre, comme à mieux respecter les différents échelons de la responsabilité et de la décision. A cette fin, il convient de prévoir des instances de concertation, d'orientation et de contact dans chaque branche d'activité.

- De meilleures garanties au libre exercice de l'activité syndicale dans l'entreprise.

- Une recherche plus systématique en vue d'humaniser le travail et de rendre moins onéreux ses coûts humains.

- Un élargissement des perspectives pour la formation des hommes et leur promotion sociale, de manière que tout l'être humain, corps et esprit, individu et société, soit pris en considération et qu'il trouve ainsi la possibilité d'exercer des responsabilités dans l'ensemble des processus techniques et des phénomènes de vie sociale au sein desquels il est inséré.

- Une nouvelle politique à l'égard des travailleurs migrants afin d'assurer leur promotion humaine et technique, soit en vue de leur propre épanouissement, soit en vue d'un retour éventuel dans leur pays d'origine, au développement duquel ils doivent pouvoir contribuer.

- Une révision des pratiques en cours dans les sociétés industrielles à l'égard des exploitations agricoles et artisanales qui, tout en accomplissant par elles-mêmes un effort d'adaptation et en découvrant de nouvelles formules d'organisation, doivent pouvoir disposer des moyens nécessaires pour y parvenir.

FAITS ET TENDANCES

Le marché du travail

Les tensions sur le marché du travail ne tendent pas à s'aggraver depuis le printemps. Les chiffres de l'emploi au 1er juillet 1964 le confirment :

- Les offres d'emploi non satisfaites s'élèvent à 57,1 milliers au 1er juillet 1964, contre 52,6 au 1er juin et 65,2 au 1er juillet 1963.
- Les demandes d'emploi non satisfaites s'élèvent à 77,4 milliers au 1er juillet, contre 86,4 au 1er juin et 81,2 au 1er juillet 1963.
- Les chômeurs secourus sont 22,5 milliers au 1er juillet 1964, contre 19,3 au 1er juin et 19,2 au 1er juillet 1963.

Les offres d'emploi non satisfaites (après corrections des variations saisonnières) qui plafonnaient à l'automne, diminuent depuis février 1964 :

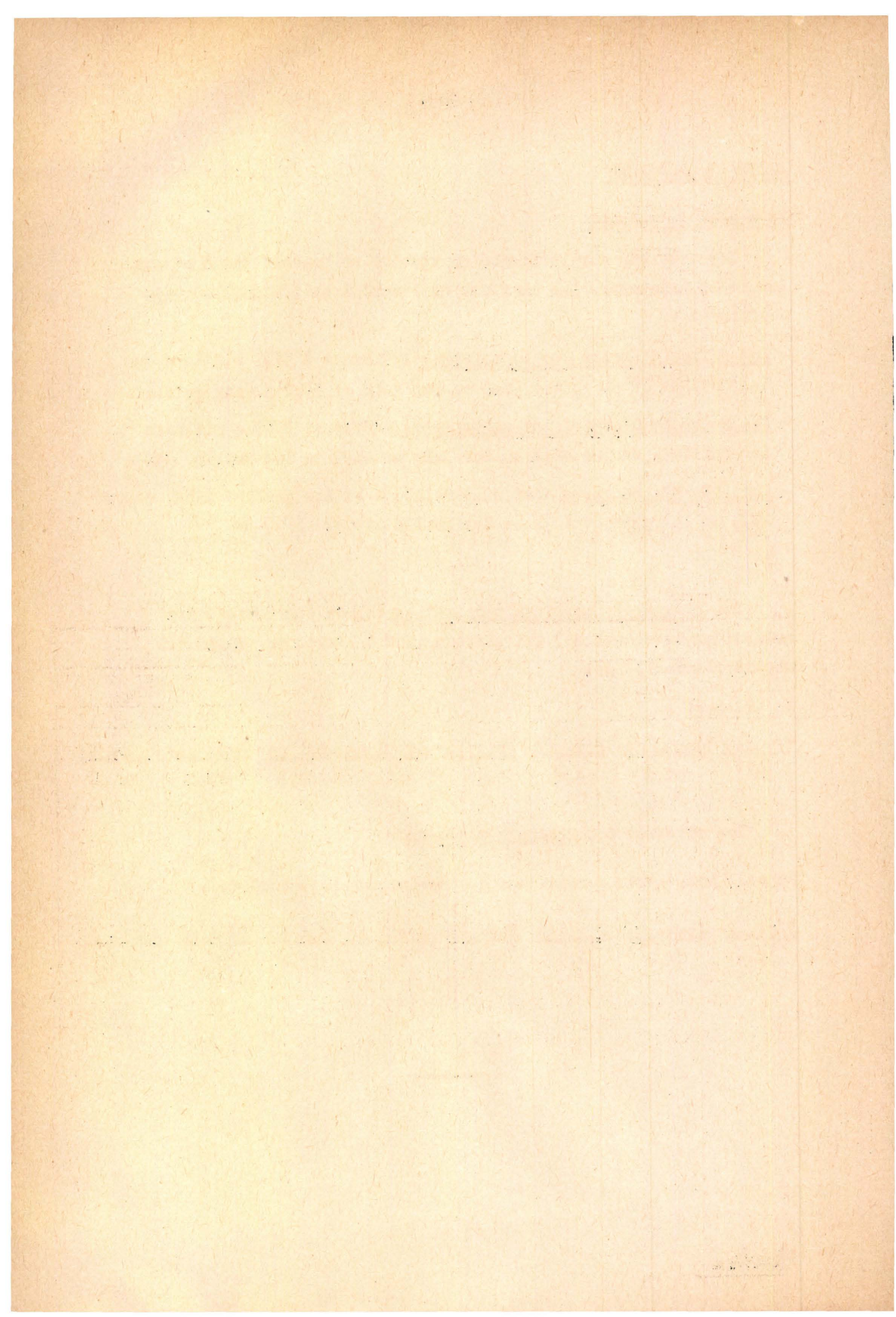
En milliers :

<u>Déc. 63</u>	<u>Janv. 64</u>	<u>Fév. 64</u>	<u>Mars 64</u>	<u>Avril 64</u>	<u>Mai 64</u>	<u>Juin 64</u>	<u>Juil. 64</u>
53	52,4	54,6	53,6	50,7	47,8	45,4	44,8

Les chiffres des chômeurs secourus :

En milliers, après corrections des variations saisonnières :

<u>Déc. 63</u>	<u>Janv. 64</u>	<u>Fév. 64</u>	<u>Mars 64</u>	<u>Avril 64</u>	<u>Mai 64</u>	<u>Juin 64</u>	<u>Juil. 64</u>
19,6	19,2	18,9	18,6	18,6	19,8	18,9	24,4



ANNEXE

ALLOCATIONS FAMILIALES

- Pour deux enfants à charge 22 % soit 63,36 F au lieu de 60,83 F pour la zone 0 ;
- Pour chaque enfant à charge en plus : 33 %, soit 95,04 F au lieu de 91,25 F.

Majoration pour enfant âgé de plus de 10 ans.

Cette majoration a été portée à 9 % au lieu de 7 %, ce qui donne :

- 25,92 F au lieu de 19,35 F pour enfant âgé de plus de 15 ans ;
- 43,20 F au lieu de 41,48 F.

Cette majoration est accordée pour tous les enfants de plus de dix ans à l'exception de l'aîné lorsque la famille comporte deux enfants.

L'indemnité compensatrice est toujours de 9,81 F pour deux enfants à charge et de 15,09 F par enfant en plus (Voir tableau I ci-dessous).

SALARIES NON BENEFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE

Taux d'abattement de la localité	Montant mensuel des prestations familiales (AF + IC)						
	2	3	4	5	Chaque	Majoration pour enfant	
	enfants	enfants	enfants	enfants	enfant en plus	de (a)	
						+ 10 ans	+ 15 ans
0 %	73,17	183,30	293,43	403,56	110,13	25,92	43,20
0,375 %	72,95	182,75	292,55	402,35	109,80	25,83	43,05
1,875 %	72,07	180,55	289,03	397,51	108,48	25,47	42,45
2,625 %	71,52	179,175	286,83	394,485	107,655	25,245	42,075
3 %	71,30	178,625	285,95	393,275	107,325	25,155	41,925
3,75 %	70,86	177,525	284,19	390,855	106,665	24,975	41,625
4,50 %	70,42	176,425	282,43	388,435	106,005	24,795	41,325
4,875 %	70,09	175,60	281,11	386,62	105,51	24,66	41,10
5,625 %	69,65	174,50	279,35	384,20	104,85	24,48	40,80
6 %	69,43	173,95	278,47	382,99	104,52	24,39	40,65

(a) A l'exception de l'aîné des familles de moins de 3 enfants.

ALLOCATION DU SALAIRE UNIQUE

L'allocation du salaire unique pour un seul enfant, au taux de 20 %, est versée dans les cas suivants : enfant unique de moins de cinq ans, enfant de plus de cinq ans demeuré seul à charge d'une famille d'au-moins deux enfants, enfant unique de plus de cinq ans à la charge d'un allocataire isolé qui en assume seul l'entretien effectif, ou d'un allocataire dont le conjoint, malade ou infirme, n'a pas les revenus nécessaires.

Taux d'abattement	Allocation du salaire unique (SU) inchangée depuis le 1er janvier 1963			
	Jeune ménage sans enfants (10 %)	1 enfant (20 %)	2 enfants (40 %)	3 enfants et plus (50 %)
0 %	19,45	38,90	77,80	97,25
0,375 %	19,40	38,80	77,60	97,00
1,875 %	19,10	38,20	76,40	95,50
2,625 %	18,95	37,90	75,80	94,75
3 %	18,90	37,80	75,60	94,50
3,75 %	18,75	37,50	75,00	93,75
4,5 %	18,60	37,20	74,40	93,00
4,875 %	18,55	37,10	74,20	92,75
5,625 %	18,40	36,80	73,60	92,00
6 %	18,30	36,60	73,20	91,50

ALLOCATIONS DE MATERNITE

L'allocation de maternité est égale au double du salaire de base dont le pourcentage d'abattement est le moins élevé du département.

Elle est la même quel que soit le rang de la naissance, soit 576 F pour la zone 0 (voir tableau II).

ALLOCATIONS PRENATALES

Le montant mensuel est égal à 22 % du salaire de base soit 63 F 36 pour la zone 0. Soit :

- pour le premier versement 126,72 F,
- pour le deuxième versement 253,44 F,
- pour le troisième versement 190,08 F.

ALLOCATIONS D'EDUCATION SPECIALISEE

Cette allocation est égale à 50 % du salaire servant de base soit à 144 F pour la zone 0.

Les allocations de salaire unique sont inchangées.

Exemple :

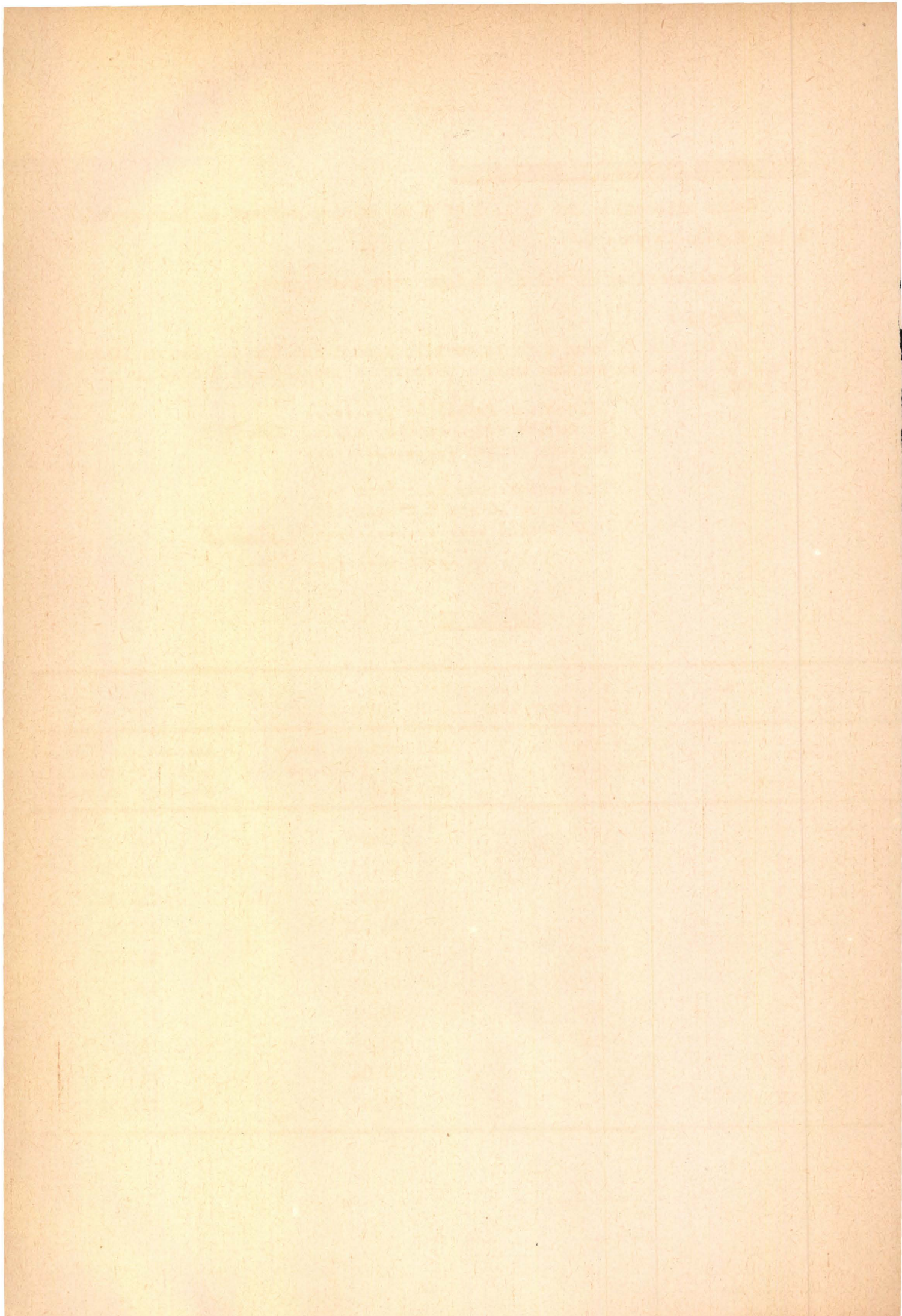
Une famille de deux enfants dont le second est âgé de plus de 10 ans et qui bénéficie du salaire unique percevra mensuellement à compter du 1er août 1964 :

Allocation familiale	
Indemnité compensatrice	150,97 F
Salaire unique	
plus	
Majoration pour un enfant de plus de 10 ans à l'exception de l'aîné	25,92 F
Soit, au total	176,89 F

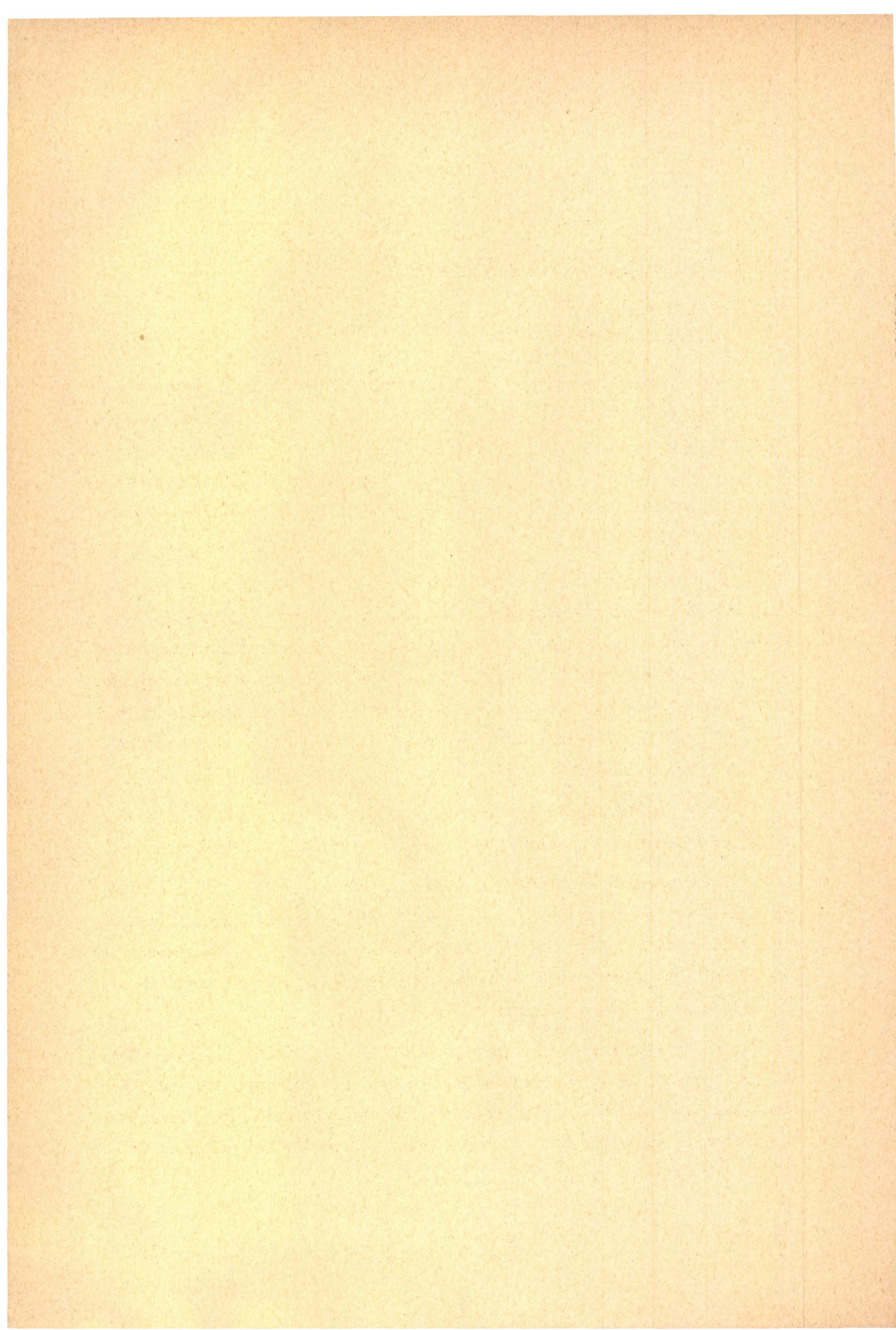
TABLÉAU II

Allocations : maternité - prénatales - éducation spécialisée (pour tous les bénéficiaires)

Taux d'abattement	Allocation de maternité	Allocations prénatales (montant mensuel)	Allocation d'éducation spécialisée (montant mensuel)
0 %	576	63,36	144
0,375 %	574	63,14	143,50
1,875 %	566	62,26	141,50
2,625 %	561	61,71	140,25
3 %	559	61,49	139,75
3,75 %	555	61,05	138,75
4,5 %	551	60,61	137,75
4,875 %	548	60,28	137
5,625 %	544	59,84	136
6 %	542	59,62	135,50



ITALIE



M A I

Salaires et autres conditions de travail

Relèvement de l'indemnité de vie chère pour le trimestre
mai - juillet 1964

Sur la base des calculs effectués par la commission nationale pour l'indice du coût de la vie fonctionnant auprès de l'ISTAT, l'indice découlant des relevés des prix de détail effectués au cours du trimestre février-avril, et valable pour l'application de l'échelle mobile des rémunérations dans les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture s'est avéré égal à 133 contre 131 au cours du trimestre précédent.

L'augmentation du coût de la vie enregistrée par l'indice syndical, dont l'ampleur réelle est de 2 %, est due non seulement aux hausses de prix et de tarifs de certains biens et services enregistrés au cours du trimestre écoulé, mais encore à des hausses du mois de janvier et en particulier aux relèvements légaux des loyers bloqués qui, en raison notamment du mode de calcul de l'indice, n'avaient été inclus qu'en partie dans le relevé du trimestre novembre-janvier.

Quant à l'évolution des prix au cours du trimestre écoulé, le chapitre alimentation en particulier a marqué une stabilité remarquable.

Sont en outre en hausse les prix de l'habillement, qu'il s'agisse des tissus ou des chaussures, ainsi que les tarifs des nombreux services compris dans le chapitre dépenses diverses. En particulier, l'augmentation des billets de tramway, qui est parfois considérable, est en train de s'étendre à tous les grands centres.

Pour ce qui est de la répartition de la hausse dans les 16 centres qui concourent à la formation de l'indice national, il apparaît que l'augmentation de l'indice a été en général plus sensible dans les grandes villes (Milan + 3 %, Turin et Gênes + 2,3 %, Venise + 2,2 %, Naples et Bari + 2 %).

Selon les accords d'échelle mobile en vigueur, le nouvel indice entraîne l'augmentation de deux points de l'indemnité de vie chère pour les travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture à compter du 1er mai et pour le trimestre mai-juillet 1964.

Proposition de loi pour la modification de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles

Sur l'initiative des parlementaires syndicalistes de la C.I.S.L., il a été présenté à la Chambre des députés une proposition de loi visant à modifier l'article 62 du décret royal n° 200 du 25 janvier 1937 contenant le règlement d'exécution de la loi n° 1765 du 17 août 1935 sur "l'assurance obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles".

Le rapport joint à la proposition de loi souligne la nécessité d'une réglementation des maladies professionnelles distincte de la réglementation des accidents, comme cela se fait dans d'autres pays de la Communauté économique européenne, et insiste pour que la réglementation elle-même s'inspire des recommandations 112 de l'O.I.T. du 25 juin 1959 et de la Commission de la C.E.E. du 31 août 1962.

TABLE DE L'INDEMNITE DE VIE CHERE POUR LE TRIMESTRE
mai - juillet 1964

tableau a) <u>Employés</u>		(litres par jour)	
		<u>zone territoriale</u>	
		A	B
1ère catégorie	- plus de 21 ans	874	751,50
2e catégorie	- plus de 21 ans	657,50	565,50
	- moins de 21 ans	570	490,50
3e catégorie	- plus de 21 ans	489	420,50
	20 - 21 ans	470	404
	19 - 20 ans	451,50	388
etc. jusque	moins de 16 ans	273	234,50

		A	B
4e catégorie	- plus de 21 ans	446	383,50
etc. jusqu'à	moins de 16 ans	269,50	231,50
5e catégorie	- plus de 21 ans	412	354
etc. jusqu'à	moins de 16 ans	226,50	195

tableau b) Agents de maîtrise

		<u>zone territoriale</u>	
		A	B
1ère catégorie	- plus de 21 ans	643	553
	moins de 21 ans	568,50	489
4e catégorie	- plus de 21 ans	437,50	376,50
	18 - 19 ans	350	301

TABLE DE L'INDEMNITE DE VIE CHERE POUR LE TRIMESTRE

mai - juillet 1964

(lires par jour)

tableau c) Ouvriers

		<u>zone territoriale</u>	
		A	B
1ère catégorie	plus de 20 ans	456	392,50
	18 - 20 ans	443,50	381,50
	16 - 18 ans	392,50	337,50
2e catégorie	plus de 20 ans	490	352
	18 - 20 ans	397	341,50
	16 - 18 ans	349	300
	moins de 16 ans	288,50	248
3e catégorie	plus de 20 ans	390,50	336
	18 - 20 ans	365	314
	16 - 18 ans	307,50	264,50
	moins de 16 ans	273,50	235
4e catégorie	plus de 20 ans	381	328
	18 - 20 ans	355,50	306
	16 - 18 ans	303,50	261
	moins de 16 ans	272	234
5e catégorie	plus de 20 ans	376	323,50
	18 - 20 ans	334	287,50
	16 - 18 ans	303,50	261
	moins de 16 ans	272	234

J U I N

Salaires et autres conditions de travail

Le 4 juin s'est réunie la commission technique paritaire pour la définition des fonctions des employés et contremaîtres des mines.

Rapports collectifs de travail

Le 7 juin, s'est tenu à Carbonia (Cagliari), sur l'initiative de la Federestrattive C.I.S.L., un congrès pour l'examen des régimes de sécurité sociale dans les pays de la Communauté européenne.

Plus de 300 délégués représentant les mineurs de la Sardaigne étaient présents.

Le rapport introductif a mis en lumière l'action menée par la Haute Autorité de la C.E.C.A. pour "promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'oeuvre, permettant leur égalisation dans le progrès" conformément à l'article 3 du traité de Paris.

Les conclusions de la Conférence européenne sur la sécurité sociale qui s'est tenue à Bruxelles du 10 au 15 décembre 1962 ont été examinées.

On s'est également occupé en particulier du projet de statut européen du mineur et l'action menée en faveur de la réalisation de ce statut par le Parlement européen et par la Haute Autorité de la C.E.C.A. a été soulignée.

Législation

Accord entre les organisations syndicales et le gouvernement

Le 4 juin, les organisations syndicales des travailleurs et le gouvernement sont arrivés à un accord sur les allocations familiales, les pensions et la caisse complémentaire des rémunérations.

Allocations familiales

A partir du 1er octobre 1964, les augmentations des allocations familiales seront versées à raison de 50 %. Les autres 50 % seront versés aux ayants-droit à partir du 1er avril 1965. Par conséquent, à partir du 1er octobre 1964, les allocations familiales seront de 1 230 lires par semaine pour chaque enfant, de 894 lires pour le conjoint et de 435 lires par semaine pour chaque parent.

A partir du 1er avril 1965, les montants précités seront portés respectivement à 1 320 LIT et 540 LIT par semaine.

Jusqu'au 30 juin 1965, le maximum pour le paiement des cotisations demeure fixé à 2 500 LIT par jour pour les entreprises industrielles et à 2 000 LIT pour les entreprises commerciales.

Régime des pensions

Le gouvernement s'est engagé à réaliser la réforme organique du régime des pensions de prévoyance et à présenter avant décembre 1964 un projet de loi au Parlement, tendant à instaurer une nouvelle relation entre pension, salaire et ancienneté du travailleur.

Les améliorations progressives et le nouveau système prévu par la réforme entreront en vigueur à partir d'une date non postérieure au 1er juillet 1965.

Caisse complémentaire des rémunérations

Eu égard à la situation conjoncturelle particulière et à ses conséquences sur l'occupation des travailleurs, la nouvelle réglementation de la caisse complémentaire des rémunérations est la suivante :

a) pour les 3 premiers mois, le complément de salaire sera égal aux $\frac{2}{3}$ de la rémunération globale pour les heures de travail non effectuées et comprises entre 0 et 40 heures hebdomadaires;

b) du 4e au 6e mois, le complément de salaire sera versé à concurrence de 36 heures par semaine;

c) du 7e au 9e mois, le complément de salaire est versé jusqu'à concurrence de 32 heures hebdomadaires;

d) du 10e au 12e mois, le complément de salaire est dû jusqu'à concurrence de 24 heures hebdomadaires.

Société Carbosarda

Répondant à une recommandation des sénateurs communistes qui avaient demandé l'engagement précis des "Participations de l'Etat", le ministre des Participations de l'Etat a déclaré qu'il attendait que la Commission d'experts ait terminé ses travaux pour pouvoir décider des mesures qui s'imposent (1)

Société Cogne

Le 29 juin 1964 a été présenté à la Chambre des députés le rapport préparé par le ministre des Participations de l'Etat pour le financement du programme de développement de la société "Cogne".

Sidérurgie

Conventions collectives

Le comité exécutif de la F.I.O.M., réuni pour examiner l'évolution des conflits résultant des négociations au niveau de l'entreprise des primes de production dans l'industrie mécanique, a relevé - d'après un communiqué diffusé le 10 juin - que la majeure partie des grandes entreprises privées continue à s'opposer à la conclusion d'accords raisonnables dans ce domaine.

(1) Il s'agit de l'examen des possibilités d'exploitation et de mise en valeur intégrale du charbon de Sulcis au-delà des quantités nécessaires au fonctionnement de la supercentrale et compte tenu des récentes études effectuées par la région sarde pour l'utilisation chimique et industrielle du charbon de Sulcis.

Le comité exécutif a, par conséquent, souligné à nouveau la nécessité d'intensifier les pressions syndicales.

L'exécutif de la F.I.O.M. - poursuit le communiqué - a dû par ailleurs constater que tout récemment dans les entreprises à participation de l'Etat les négociations syndicales relatives aux primes se sont nettement détériorées. Face à ce développement négatif de la situation, la F.I.O.M. ne peut que reprendre sa liberté d'action dans toutes les entreprises où les possibilités d'entente semblent actuellement inexistantes.

La F.I.O.M. réaffirme dans le même temps sa volonté absolue de poursuivre l'objectif fondamental qui est de sauvegarder, par des accords positifs sur les primes de production, le principe même de la conclusion d'accords articulés. Elle définira, par conséquent, son action à la lumière des réalités spécifiques de l'entreprise en s'abstenant au cours de cette phase de toute forme de lutte généralisée susceptible de favoriser une solution centralisée des conflits en cours et, par conséquent, la négation même des principes clairement affirmés dans la convention nationale.

L'exécutif de la F.I.O.M. - conclut le document - a donc demandé aux organisations professionnelles provinciales de rechercher, avec les autres organisations syndicales, les formes d'action les plus efficaces dans chaque entreprise ou groupe d'entreprises afin de déterminer, également dans le secteur des entreprises à participation de l'Etat, une pression capable d'imposer une solution rapide et raisonnable des conflits en cours.

A la suite de l'interruption des négociations, l'agitation syndicale a - par décision commune des syndicats professionnels- repris avec une intensité nouvelle dans toutes les industries sidérurgiques (Cogne, Italsider, Dalmine, etc.). Compte tenu des dimensions de l'entreprise, c'est à Italsider que l'on a enregistré l'abstention de travail la plus massive.

J U I L L E T

Sidérurgie

Problèmes d'actualité

La Société Breda Siderurgica a réduit l'horaire hebdomadaire de travail à un total de 36 heures hebdomadaires, en raison de l'aggravation de la conjoncture économique.

Rapports collectifs de travail

L'agitation des travailleurs sidérurgistes pour la négociation de la prime de production a continué. C'est ainsi que l'on enregistre des grèves dans les principales entreprises (Italsider, Cogne, Dalmine, etc.) d'une durée de 24 heures.

Au cours du mois, les secrétariats nationaux de la Fim-CISL, de la Fiom-CGIL et de l'Uilm-UIL se sont réunis pour l'examen de l'évolution des différends surgis dans la négociation d'entreprise de la prime de production.

En confirmant à nouveau l'intention des syndicats de parvenir dans chaque entreprise à des accords reflétant la lettre et l'esprit de la convention nationale de travail et en rappelant le caractère d'entreprise des négociations pour la prime de production, les trois secrétariats invitent les travailleurs à affirmer résolument, au cours des trois grèves prévues au niveau des entreprises, "leur volonté d'ébranler la résistance des entreprises et de leurs organisations nationales."

Le congrès sur les problèmes des sections syndicales d'entreprise, organisé par la FIOM, s'est terminé le 5 juillet, à Desenzano, avec l'intervention de M. Trentin, secrétaire général de la fédération.

L'orateur a surtout souligné l'aspect "politique" que revêtent les sections syndicales d'entreprise. La fonction essentielle de la section syndicale d'entreprise - a poursuivi l'orateur - réside précisément en ce

qu'elle se fait l'interprète, à l'intérieur de l'organisation, des problèmes particuliers de chaque entreprise au moyen d'une consultation de base toujours plus vaste. De cette façon, en même temps que s'accroît le pouvoir de négociation à l'intérieur de l'entreprise, on peut enrichir les thèmes de l'unité syndicale qui rencontre quelques difficultés au sommet.

Le même 5 juillet, M. Pastorino, Secrétaire national de la FIOM, est intervenu dans les débats. Celui-ci a vu dans les sections syndicales d'entreprise "l'instrument essentiel de démocratie à l'intérieur de l'usine" et a souhaité que leur patrimoine devienne une "politique qui recouvre tous les aspects du rapport du travailleur à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, de telle façon que ce soient tous les travailleurs qui décident sur tous les problèmes qui se posent à chaque fois".

Industrie minière

Salaires et autres conditions de travail

A la suite d'une rencontre qui a eu lieu entre les parties à la convention du 10 mars 1964 concernant les travailleurs des industries minières (Federestrattive CISL, FILIE CGIL, UILMEC - Federazione industriali Minerari, Intersind), les parties contractantes - afin de maintenir les avantages conventionnels sur une base annuelle fixée en heures - ont déterminé d'un commun accord un coefficient de révision permettant d'atteindre, dans le délai d'un an, les buts voulus par la loi et par la convention.

Le calcul sur la base duquel la nouvelle fixation a été réalisée est le suivant :

40 heures x 52 semaines	2 080 heures
- gratification de Noël	200 heures
- fêtes tombant le jour de repos compensateur (samedi) en moyenne 3 par an (3 x 8)	24 heures
- congés: moyenne 14 jours dont 2 tombant le samedi (2 x 8)	16 heures

2 080 heures

- prime proportionnelle de fidélité à la mine (prime de 30 jours divisée par 20 années d'ancienneté)	12 heures
- montant annuel de l'indemnité de licenciement (l'indemnité de la 14 ^e à la 18 ^e année révolue est prise comme base)	96 heures
	<hr/> 348 heures
total des heures :	2 428 heures

$$2\,428 \text{ heures} \times 60' = 145\,680'$$

$$8 \text{ heures} \times 47 \text{ semaines (5 semaines sont comprises dans le calcul des fêtes et des congés)} = 376 \text{ heures}$$

$$376 \text{ heures} \times 60' = 22\,561'$$

$$145\,680' : 22\,561 = 100 : x \quad \text{d'où} \quad \frac{22\,561 \times 100}{145\,680} = 15,48 \%$$

Cette valeur résultant du calcul décrit ci-dessus a été arrondie à 16 %.

A partir de critères analogues, le coefficient de 7,50 % a été déterminé pour les travailleurs pour lesquels la loi du 23 octobre 1962 ne s'applique pas et qui ont eu, en application de la convention nationale du 10.3.1963, leur horaire normal de travail réduit à 44 heures par semaine.

C'est avec les mêmes critères qu'ont été conventionnellement déterminés les coefficients de réévaluation des autres éléments de la rétribution qui, en vertu de l'article 14, partie ouvrière, de la convention nationale professionnelle en vigueur, doivent être révisés compte tenu de la réduction de l'horaire de travail en vertu de la loi et de la convention.

Les parties contractantes sont donc d'accord sur le fait que les barèmes souscrits et faisant partie de la convention nationale de travail du 10 mars 1963 sont le résultat de la négociation et ne peuvent donc être l'objet de nouveaux calculs ou de contrôle de la part des entreprises ou des travailleurs.

Prime de production "Carbosarda"

Le 8 juillet dernier, un accord a été obtenu sur la réglementation de la prime de production à la "Carbosarda":

- à partir du 1er mars 1964, compte tenu de ce qui est prévu par l'art. 3, partie commune, de la convention collective nationale de travail de l'industrie minière, une prime de production est instituée pour tout le personnel de la Soc. Mineraria Carbonifera Sarda,
- dans cette prime, qui sera calculée mensuellement, sont comprises les primes existant pour le personnel, c'est-à-dire :
 - a) la "prime de participation" pour les employés, les agents de maîtrise, les ouvriers,
 - b) la "prime de production" pour les employés et les agents de maîtrise,
 - c) la "prime par tête" pour les employés administratifs et les ouvriers;
- la prime de production résultant de la réunion des primes ci-dessus est proportionnée au rendement total moyen réalisé chaque mois dans les mines en activité de la société, exprimé en kg de charbon brut par journée de présence d'ouvrier (kg de charbon brut produit dans le mois divisé par le nombre des présences totales des ouvriers du fond et de la surface au cours du mois);
- avec le rendement de 2 200 kg/ouvrier pris pour base, on obtient, pour les différentes catégories de travailleurs, la prime suivante de production en faisant le total des primes précitées et en y ajoutant le supplément prévu au point 3 des dispositions d'exécution de l'article 3 précité de la convention de travail :

Employés techniciens et contremaîtres

Front de taille

Techniciens de 1ère catégorie - chefs de service	LIT 53 000 par mois
" " 2e " adjoints	LIT 44 250 par mois
" " 3e " surveillants chefs	LIT 27 000 par mois
" " " " surveillants	LIT 24 250 par mois

Agents de maîtrise de 1ère catégorie -
chefs d'équipe LIT 10 975 par mois

Services du fond

Techniciens de 1ère catégorie - chefs de service	LIT 22 000 par mois
jusqu'aux chefs d'équipe	LIT 8 400 " "

Services de la surface

Techniciens de 1ère catégorie - chefs de service	LIT 20 800 par mois
jusqu'à la 2e " chefs d'équipe	LIT 5 500 " "

Employés administratifs

Employés administratifs de 1ère catégorie	LIT 18 000 par mois
jusqu'aux Employés administratifs de 4e catégorie	LIT 15 000 " "

Ouvriers à front de taille au fond

1ère catégorie	LIT 270 pour chaque journée pour laquelle la rétribution est versée jusqu'à la
5e " " " "	LIT 235 " " " "

Ouvriers dans les services du fond

1ère catégorie	LIT 250 pour chaque journée pour laquelle la rétribution est versée jusqu'à la
5e " " " "	LIT 225 " " " "

Ouvriers dans les services de surface

1ère catégorie	LIT 225 pour chaque journée pour laquelle la rétribution est versée jusqu'à la
5e " " " "	LIT 200 " " " "

Surveillance et femmes LIT 185 pour chaque journée pour laquelle la rétribution est versée.

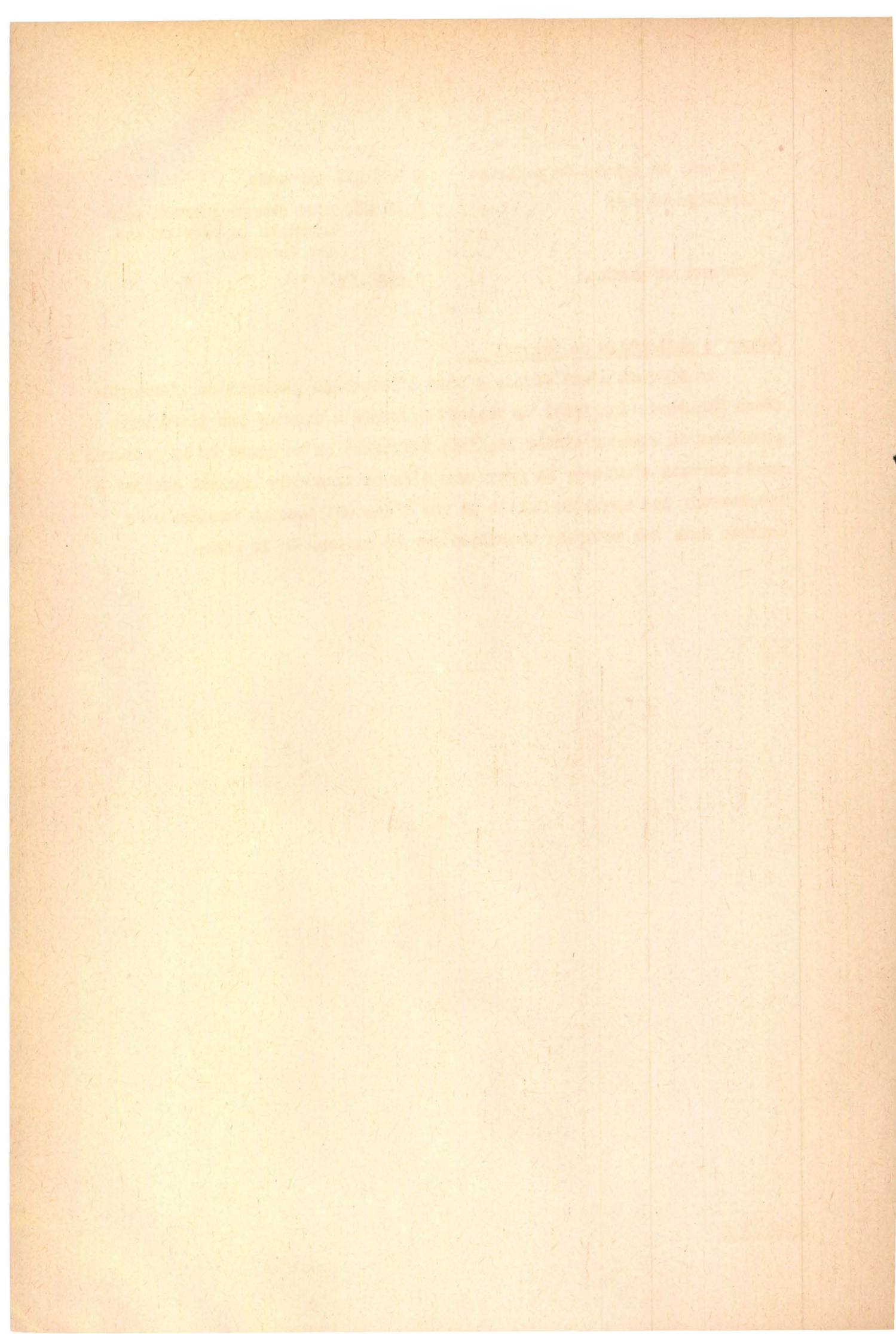
Les montants ci-dessus s'entendent comme minima/garantis pour les catégories précitées de travailleurs.

En plus des minima garantis, la prime de production pour chaque kilo de rendement/ouvrier en plus des 2 200 kg pris comme base, sera augmentée de la façon suivante :

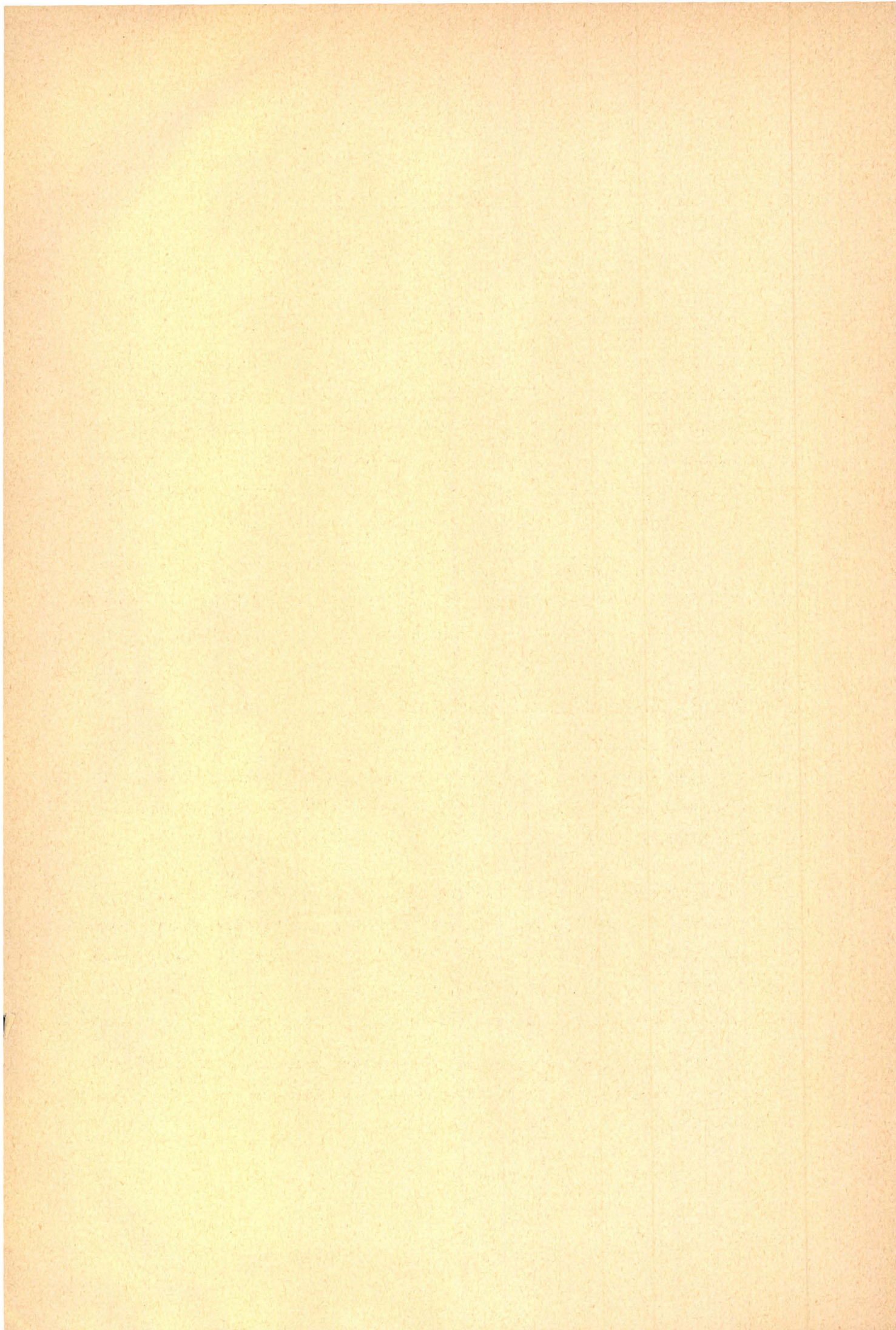
- Employés et agents de maîtrise	2 238 LIT par mois
- Ouvriers du fond	0,10 LIT pour chaque journée pour laquelle la rétribution est versée
- Ouvriers de surface	0,092 LIT " " " "

Rapports collectifs de travail

Le 25 juin s'est réunie à Rome l'Assemblée générale de l'Associazione Mineraria Italiana. Le rapport présenté a examiné les différents problèmes du secteur minier italien, affirmant qu'au cours de la présente année devrait s'achever le programme d'investissements miniers destiné à reconvertir les mines du Sulcis en vue d'une utilisation intégrale du charbon dans une centrale thermique sur le carreau de la mine.



LUXEMBOURG



MAI - JUIN

Les problèmes d'actualité

La loi unique du 13 mai 1964 ayant pour objet l'amélioration et l'harmonisation des régimes de pension contributifs a pour effet d'augmenter dans un ordre de grandeur de 30 % avec effet au 1er janvier 1964 les pensions des employés et ouvriers de la sidérurgie moyennant une contribution fortement accrue de l'Etat et un relèvement du taux de cotisation de 10 à 12 %, à parité à charge de l'employeur et du travailleur.

La loi du 29 avril 1964 concernant les prestations familiales apporte aux salariés une majoration des allocations familiales pour ceux qui ont une famille d'au moins trois enfants.

Salaires et autres conditions de travail en juin

La production journalière moyenne d'acier brut des trois sociétés sidérurgiques luxembourgeoises s'est élevée à 15 777 t contre 16 192 t en mai. L'allocation spéciale correspondante s'est élevée à 5,92 F/heure, contre 6,10 F/heure en mai.

L'indice du coût de la vie est monté de 140,26 points en mai à 141,40 points en juin 1964. L'indice moyen des six derniers mois s'élève à 140,28. Le seuil de déclenchement d'une adaptation automatique des salaires à l'indice du coût de la vie, qui est de 140 points, ayant ainsi été dépassé, les salaires ont été relevés de 1,82 % à partir du 1er juin 64.

C'est ainsi que, entre autres, le salaire minimum légal a été porté de 26,50 F/heure (ou 5 300,- F/mois) à 27,00 F/heure (ou 5 400,-F/mois).

Ouvriers occupés

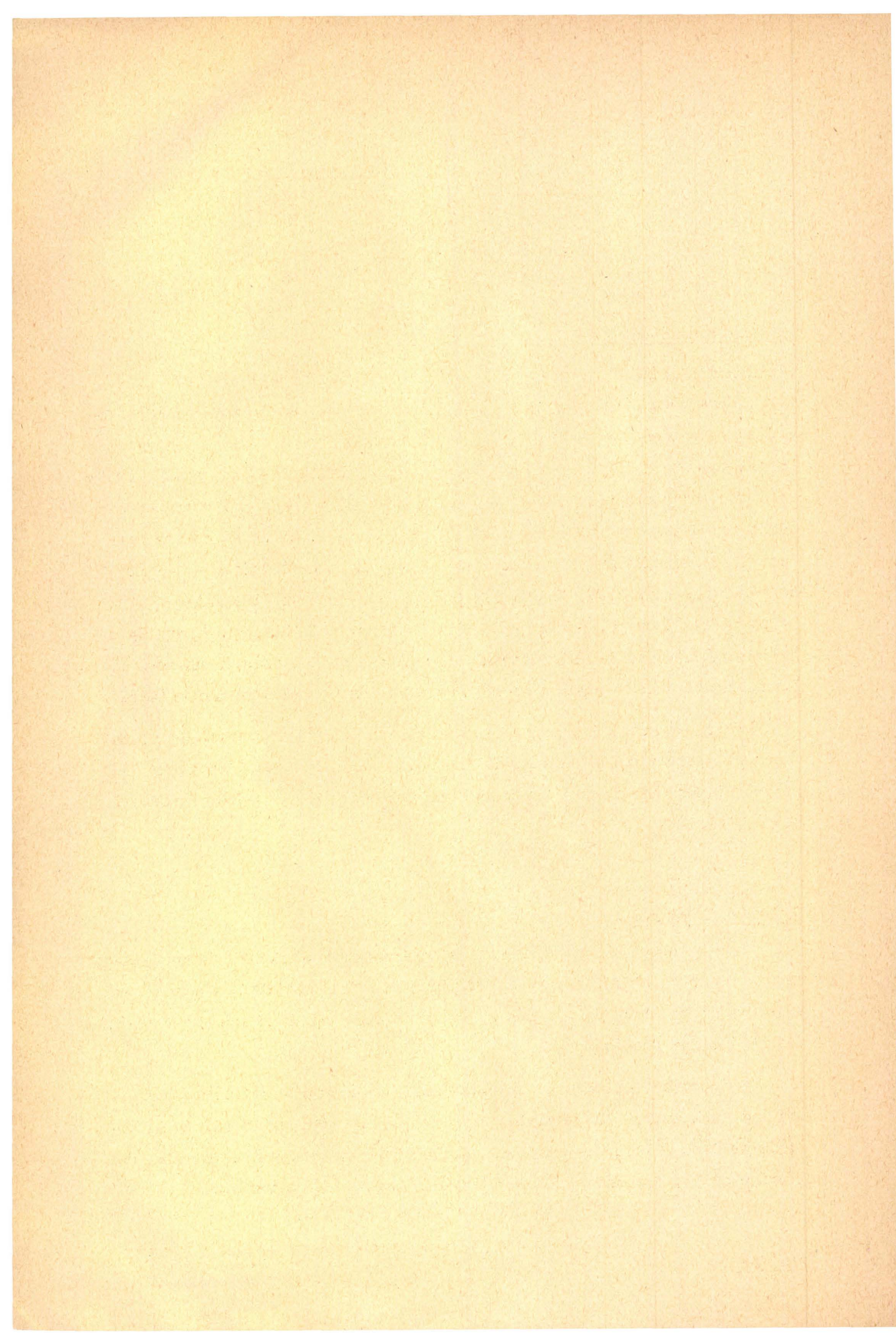
<u>M a i</u>			<u>J u i n</u>		
Total	Luxembourgeois	Etrangers	Total	Luxembourgeois	Etrangers
47 194	32 151	15 043	47 582	32 211	15 371
100 %	68,13%	31,87%	100 %	67,70%	32,30%

Industrie sidérurgique

(Hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs, minières)

24 005	19 909	4 096	24 006	19 852	4 154
100 %	82,99%	17,06%	100 %	82,70%	17,30%

PAYS - BAS



M A I

Problèmes d'actualité

Prix et salaires

Lorsqu'en octobre 1963, les représentants des employeurs et des travailleurs étaient tombés d'accord, au sein de la Fondation du travail, sur un relèvement de 10 % des salaires en 1964, il avait été convenu que cette augmentation pouvait être répercutée à raison de 5 % sur les prix. On avait admis une hausse globale des prix de 7 % pour 1964. Si l'indice des prix devait marquer une augmentation plus forte, les organisations syndicales se réservaient le droit de rouvrir les négociations sur les salaires. L'indice de mi-avril, publié par l'Office central de la statistique dans le courant du mois de mai, indiquait une hausse de 5 points en un seul mois. L'augmentation de 7 % prévue pour 1964 était un fait dès le mois d'avril.

C'est pourquoi les organisations syndicales demandaient, le 29 mai, au cours d'une réunion au sein de la Fondation du travail, l'ouverture de conversations avec le gouvernement. Cette demande n'a pas été agréée par les employeurs.

Marché de l'emploi

Lors de la réunion générale des adhérents de la F.M.E., à Rotterdam, le directeur de l'Office central du plan, le Pr P. de Wolff, a exposé ses vues sur l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché de l'emploi durant les dix années à venir.

Suivant les calculs du Pr P. de Wolff, l'industrie métallurgique offrira quelque 270 000 emplois supplémentaires dans les 15 ans de la période de 1960 à 1975, ce qui correspondrait à une croissance annuelle de l'ordre de 3 % des possibilités d'emplois dans cette industrie.

A l'heure actuelle, 10 % de la population active néerlandaise est encore occupé dans l'agriculture; en 1975, ce pourcentage sera réduit de près de la moitié.

Accroissement du nombre des employés

Le Pr de Wolff a montré que durant la période de 1949 à 1963, il s'est produit un décalage sensible dans la composition de la population active suivant les fonctions exercées : si, au cours de cette période, le nombre des travailleurs manuels occupés dans la métallurgie a augmenté de 45 %, les travailleurs des autres catégories, cadres moyens et supérieurs pour la plupart, ont marqué une progression de 152 %.

Le pourcentage des manoeuvres occupés dans la métallurgie est tombé de 17 % à 10 % (pour l'ensemble de l'industrie, il est revenu de 22 à 15%).

Progrès de l'instruction

Le Pr de Wolff a également signalé que la modification intervenue dans la population active néerlandaise est non seulement quantitative mais aussi structurelle. Quant à ce dernier point, il apparaît clairement, selon lui, que la fraction de la population active ayant uniquement suivi les cours d'enseignement primaire s'amenuise rapidement, tandis que le pourcentage des travailleurs ayant bénéficié d'une formation secondaire ne cesse de croître.

D'ores et déjà, le niveau moyen de formation des jeunes est sensiblement plus élevé que celui des travailleurs atteignant l'âge de la retraite. Aussi le Pr de Wolff prévoit-il pour 1975 une pénurie de manoeuvres, situation à laquelle les entreprises devront s'adapter en prenant des mesures appropriées.

Salaires et autres conditions de travail

Dès le 1er avril de cette année, la hausse des charges salariales se chiffrait, sur le plan national, à 13,58 %.

A la suite d'un accord réalisé en novembre 1963 avec les organisations des employeurs au sein du conseil professionnel, les salaires des travailleurs affectés à des travaux pénibles ont fait l'objet d'un relèvement supplémentaire.

Ensemble de la métallurgie

Participation aux bénéfices au titre de 1963

En 1963, 319 entreprises groupant 43 240 salariés - qui n'ont pas de système réglementaire de participation aux bénéfices - ont usé de cette faculté (1).

En 1963, on a dénombré 147 entreprises, avec un effectif total de 92 000 salariés, qui appliquaient leur propre règlement en matière de participation aux bénéfices. Les versements au titre de cette participation ont varié de 4 % à 10 %. En 1963, 21 entreprises ont appliqué, pour la première fois, leur propre règlement en la matière.

Les relations collectives de travail

Réunion d'employeurs

A la réunion générale annuelle des adhérents de la Fédération de l'industrie métallurgique et électrotechnique (F.M.E.) le président de cette organisation, M. R.E. Laman Trip, a déclaré que la Fédération groupe actuellement quelque 1 100 entreprises métallurgiques et électrotechniques avec un effectif total de 350 000 salariés. Parmi les entreprises affiliées, la plupart, et plus précisément les trois quarts, comptent moins de 200 travailleurs.

(1) Depuis de nombreuses années, le Collège des conciliateurs d'Etat a habilité le conseil professionnel à autoriser les entreprises qui en font la demande et qui n'ont pas leur propre système réglementaire de participation aux bénéfices, à verser aux membres de leur personnel un montant représentant au maximum 3 % de la rémunération annuelle à titre de participation aux bénéfices. A cet effet, les entreprises intéressées doivent soumettre un rapport d'expert-comptable.

Le président de la F.M.E. a, en outre, indiqué que les entreprises non affiliées ne représentent même pas 10 % du chiffre d'affaires global de l'industrie métallurgique et électrotechnique.

Les contacts avec les syndicats

Au sujet des rapports entre la F.M.E. et les organisations syndicales de travailleurs, M. Laman Trip a déclaré que la Fédération se félicite toujours du climat dans lequel les problèmes sont discutés, avec les syndicats, au sein du conseil professionnel.

Constitution d'un patrimoine par la participation à l'accroissement du capital des entreprises

Les trois grandes centrales syndicales (N.V.V., N.K.V. et C.N.V.), préconisant une mesure effective propre à favoriser la constitution d'un patrimoine, ont élaboré un rapport favorable à la participation des travailleurs à l'accroissement du capital de l'entreprise ou à l'octroi d'un salaire d'investissement. Les syndicats estiment que les ouvriers ont droit à une partie des bénéfices consacrés au financement interne des entreprises. Si la structure de l'entreprise intéressée ne devait pas le permettre, la solution devrait être le salaire d'investissement. Ce rapport est encore à l'étude dans les syndicats.

Arbitrage dans les conflits du travail

Le congrès des organisations sociales chrétiennes (au sein duquel collaborent le Christelijke Nationaal Vakverbond) (confédération nationale des syndicats protestants), le Verbond van Protestant Christelijke Werkgevers (confédération des organisations patronales protestantes), le Christelijke Boeren- en Tuindersbond (syndicat des agriculteurs et horticulteurs protestants) et le Christelijke Middenstandsbond (fédération protestante des classes moyennes) a publié un rapport contenant des propositions relatives à un système d'arbitrage en cas de conflits du travail entre employeurs et travailleurs.

Avant la seconde guerre mondiale, il existait aux Pays-Bas une loi sur les conflits du travail ayant pour but de faciliter le règlement pacifique des conflits du travail et de prévenir ces conflits.

La loi sur les conflits du travail a bien fonctionné. Elle prévoyait un Collège des conciliateurs d'Etat. Comme le nom l'indique, les conciliateurs d'Etat devaient s'efforcer de concilier les intérêts des parties en cas de menace de conflit ou les persuader de régler leur différend par voie d'arbitrage; ils pouvaient aussi mettre fin aux conflits en donnant des conseils à caractère obligatoire.

Après la seconde guerre mondiale, les fonctions des conciliateurs d'Etat ont été profondément modifiées. La nécessité d'un système très strict de formation des salaires a conduit à instituer l'actuel Collège des conciliateurs d'Etat doté de pouvoirs étendus. Certes la loi sur les conflits du travail n'a jamais été abrogée, mais elle n'est plus appliquée.

Le régime plus libéral de fixation des salaires qui s'est développé au cours des dernières années a attiré davantage l'attention sur la question de savoir quels moyens pourraient être trouvés, en cas de menace de conflits du travail, pour y trouver une solution pacifique.

Dans le milieu des organisations du congrès, on n'a jamais été en faveur d'une interdiction légale de la grève assortie d'un système d'arbitrage obligatoire.

La préférence est donnée à un arbitrage volontaire. Le rapport du congrès suggère la création d'un comité des bons offices dans l'industrie. Il indique de façon assez précise comment ce comité devrait fonctionner. Sa direction aurait une composition paritaire et le président serait une personnalité indépendante.

Il s'agit de savoir comment, dans les conflits sociaux, le droit triomphera. La grève est une arme à double tranchant et le premier congrès chrétien social a déclaré, dès 1891, qu'elle ne devait être employée qu'après que l'on aurait épuisé tous les autres moyens.

Le mieux serait d'inclure dans les conventions collectives des clauses prévoyant la procédure à suivre s'il se produit un conflit sérieux. Le rapport du congrès aborde un problème qui, au cours des années de l'après-guerre, était quelque peu passé à l'arrière plan des préoccupations.

J U I N

Salaires et autres conditions de travail

A titre d'essai, les horaires des mineurs avaient été retardés d'une heure depuis le 1er janvier 1964.

Par décision du conseil de l'industrie minière, ce changement d'horaires est devenu définitif; les travailleurs ont vivement apprécié cette mesure.

Avant le 1er janvier 1964, les postes commençaient aux heures suivantes :

poste du matin	:	6 h.
poste de l'après-midi	:	14 h.
poste de nuit	:	22 h.

Dans un discours prononcé à Sittard, le secrétaire général du Syndicat néerlandais des mineurs catholiques a analysé, en détail, les récentes améliorations de salaires et leurs conséquences.

Il a déclaré par ailleurs, que les mesures prises par le gouvernement pour le secteur minier, ne pourront pas avoir leur plein effet si l'ambiance dans les mines ne change pas. Les discriminations non motivées en matière de traitement et dans le domaine des conditions secondaires de rémunération et de travail, doivent être supprimées.

Confédération générale néerlandaise des syndicats de l'industrie minière
(Algemeene Nederlandse Bedrijfsbond Mijnindustrie)

Au cours de sa réunion du 13 juin 1964, le conseil confédéral de l'A.N.B.M. (d'obédience socialiste) a arrêté le programme d'urgence suivant:

- 1) Augmentation des salaires aussi substantielle que possible et, si possible, en espèces, pour le 1er janvier 1965 au plus tard.
- 2) Augmentation de la quantité d'anthracite attribuée gratuitement aux mineurs, cette quantité devant représenter au moins la moitié du poids total de charbon attribué, avec libre choix du calibre.
- 3) Relèvement à concurrence de 30 hl de la quantité de charbon attribuée gratuitement aux retraités, dont la moitié d'anthracite, et libre choix du calibre.

4) Caisse de maladie

- a) Relèvement à concurrence de 100 % de l'indemnité de maladie.
- b) Suppression du jour d'attente.
- c) Amélioration du supplément versé au titre de l'article 23 du régime A.M.F. (Fonds général d'assurance des mineurs).

5) Caisse de retraite

- a) Porter à 100 % du revenu normal, au plus tard le 1er janvier 1965, la base retenue pour le calcul de la retraite.

Précisions :

Cela signifie la suppression :

- 1) de la déduction en raison de la compensation appliquée au titre de la loi sur l'assurance-vieillesse généralisée (le montant de cette compensation représente 6,25 %)
 - 2) de la déduction de la prime spéciale.
- b) Adaptation au niveau des salaires majorés du supplément versé au titre de l'article 59, de façon que les retraités bénéficient de nouveau d'un revenu représentant 70 % du montant retenu pour le calcul de leur pension, ce montant étant fondé sur le niveau des salaires du 1er janvier 1965.

6) Généralités

Déclarer tous les droits découlant des ordonnances du conseil de l'industrie minière et des régimes C.S.L. (Houillères réunies du Limbourg) applicables au personnel des mines et des entrepreneurs de travaux par adjudication (Décision du Collège des conciliateurs d'Etat).

7) Employés

- a) Réduction sensible du nombre des années de service à accomplir avant que les employés puissent bénéficier de leur traitement plafond.
- b) Amélioration du régime caisse de maladie.

J U I L L E T

Salaires et autres conditions de travail

Au sein du Conseil professionnel, les employeurs ont fait, le 23 juillet 1964, une communication aux trois centrales syndicales :

- En comparaison des augmentations de salaire dont ont bénéficié les travailleurs occupés dans d'autres secteurs d'activité, le relèvement des rémunérations dans l'industrie métallurgique n'est pas aussi désavantageux que l'affirment les syndicats. Il apparaît que le relèvement des salaires consenti dans l'industrie métallurgique n'a été guère plus de 1 % inférieur à la moyenne générale. Les employeurs estiment que cet écart n'est pas préoccupant et qu'on peut en discuter lors du prochain renouvellement de la convention collective.
- Le système des augmentations différenciées suivant les entreprises dont le montant total ne doit pas dépasser 4 % de la masse salariale sera appliqué au cours du second semestre de manière à aboutir sans doute à une hausse progressive des salaires réels. On prévoit que le retard sera dans une large mesure rattrapé à la fin de l'année en cours.
- Les employeurs estiment erronée l'affirmation selon laquelle la métallurgie voit ses effectifs diminuer au profit d'autres secteurs d'activité, en raison du niveau trop bas des salaires. Certes, l'effectif total baisse, mais pas plus en 1964 qu'en 1963, année au cours de laquelle on a enregistré environ 7 000 départs, soit 3,2 %.

Les centrales syndicales ont répliqué qu'on peut toujours analyser les chiffres de manière à aboutir à un résultat un peu plus favorable. Le fait est que la métallurgie marque un certain retard.

Aussi ont-ils signalé qu'il y a plutôt lieu de faire quelque chose dans le domaine des charges sociales, notamment celui de la cotisation à l'assurance-indemnité de maladie, dont le taux s'établit actuellement à 7,3 %,

et qui est à parts égales due par l'employeur et le salarié. Si les employeurs prenaient à leur charge une quote-part plus forte, les travailleurs bénéficieraient d'un allègement correspondant à quelque cents l'heure. La loi n'oblige les salariés à cotiser qu'à concurrence de 1 %.

Les employeurs estiment hasardeux de modifier le système du versement des cotisations à parts égales, car les salariés tendraient alors à s'absenter plus souvent pour cause de maladie.

Compensation pour la hausse des loyers

A la suite de la modification, à compter du 1er juillet 1964, de la loi sur les loyers, autorisant le relèvement de 10 à 12 % des loyers des logements, le Collège des conciliateurs d'Etat a pris une décision applicable à l'ensemble des secteurs d'activité, créant une indemnité compensatrice de la hausse des loyers à verser en sus des salaires sous la forme d'un supplément. Celui-ci ne peut être incorporé aux salaires, mais doit provisoirement être versé séparément aux ayants droit.

Pour cette raison, le conseil professionnel a donné son accord pour le versement, à partir du 1er juillet 1964, d'une indemnité compensatrice de la hausse des loyers, s'élevant au minimum à 2 FL par semaine ou à 8,70 FL par mois, à tous les travailleurs âgés de 23 ans ou plus et aux soutiens de famille âgés de moins de 23 ans.

Ainsi, il existe désormais trois indemnités de ce genre non encore incorporées au salaire.

Au début de 1965, on avisera à fixer la part des indemnités qui pourrait être incorporée aux salaires, ce qui entraînerait évidemment des frais salariaux supplémentaires.

Assemblée annuelle du syndicat catholique des mineurs

Les 3 et 4 juillet 1964, le syndicat catholique néerlandais des mineurs a tenu son assemblée annuelle. Celle-ci a adopté une résolution, résumant l'essentiel des décisions prises, laquelle a été communiquée au conseil de l'industrie minière, aux directions des mines et à la presse.

Selon ce syndicat, les différences non motivées en matière de traitement et d'appréciation font obstacle à l'établissement de bonnes relations humaines. L'inégalité des conditions secondaires de salaire et de travail, que rien ne justifie, produit à cet égard de fâcheux effets.

C'est pourquoi le syndicat insiste sur l'intérêt qu'il y a à réviser la politique sociale pratiquée dans l'industrie minière en l'adaptant aux conceptions sociales modernes.

De son côté, le syndicat dit unitaire, à savoir le syndicat général des ouvriers des mines, a saisi le conseil de l'industrie minière de propositions en ce sens.

Législation

Les deux Chambres des Etats généraux ont adopté un projet de loi portant octroi à l'industrie minière, à partir du 1er janvier 1964, d'une aide d'un montant de 25,5 millions de florins par an.

Ce montant sera versé à concurrence de 21,5 millions de florins à la caisse de pensions et de 2,5 millions de florins aux caisses d'assurance-maladie des mineurs, le solde, soit 1,5 million de florins, étant destiné à la caisse de pensions des employés des mines.

Par cette mesure, le gouvernement entend contribuer à l'assainissement des conditions de concurrence qui sont maintenant faussées et renforcer la confiance dans l'avenir de l'industrie minière.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
EVENEMENTS SOCIAUX DANS LES PAYS. DE LA COMMUNAUTE	1
ALLEMAGNE	2
BELGIQUE	34
FRANCE	46
ITALIE	76
LUXEMBOURG	90
PAYS-BAS	93

-----oOo-----

